

## VACANCES

# Le tourisme domestique mais pas pour tous

Lire l'article de A. Z. page 3



LE MINISTRE  
DES FINANCES

## Promouvoir la transparence dans la gestion des deniers publics

Lire l'article de  
El-Houari Dilmi page 3



## Attaf reçoit un appel téléphonique de la vice-présidente de la Commission européenne

P. 2

**Notre supplément**  
**AUTOUR**  
**DU MONDE**  
Avec la  
collaboration de  
PROJECT  
SYNDICATE  
P. 7 & 8  
AN ASSOCIATION  
OF NEWSPAPERS  
AROUND THE WORLD

Une victoire fiscale  
des multinationales  
sur les citoyens



PAR JOSEPH E. STIGLITZ<sup>1</sup>,  
JOSÉ ANTONIO OCAMPO<sup>2</sup>  
ET JAYATI GHOSH<sup>3</sup>

- 1- Lauréat du prix Nobel d'économie
- 2- Ancien sous-secrétaire général  
des Nations Unies
- 3- Professeure d'économie à l'Université  
du Massachusetts d'Amherst

Le travail n'est pas le bien-être



PAR ADANNA  
CHUKWUMA

Directrice principale de la mesure de  
l'impact mondial chez Visa, est membre  
du projet OpEd et d'Equality Now

La pollution de l'information  
compromet les progrès  
en matière de climat



PAR LILI FUHR<sup>1</sup>  
ET STEPHANIE  
HANKEY<sup>2</sup>

- 1- Directrice du programme sur  
l'économie fossile au Centre pour le droit  
international de l'environnement
- 2- Cofondatrice et codirectrice  
de Tactical Tech

Achever ce que le monde a  
commencé lors de la Conférence  
des Nations Unies sur les océans



PAR JOHN  
F. KERRY

A été secrétaire d'État américain  
et envoyé spécial du président  
des États-Unis pour le climat

GAZA

## La pénurie de carburant a atteint un niveau critique

Lire l'article de  
Mohamed Mehdi page 2





## Ghaza La pénurie de carburant a atteint un niveau critique

**Samedi 645<sup>e</sup> jour d'agression sioniste et 133<sup>e</sup> jour de siège total de Ghaza, l'armée génocidaire d'Israël poursuit ses massacres de la population civile et des demandeurs d'aide alimentaire.**

Mohamed Mehdi

Le nombre de victimes des bombardements israéliens durant les précédentes 48 heures (jeudi et vendredi) s'est élevé à 556 victimes, dont 117 martyrs et 439 blessés, portant le nombre total de victimes à 57.882 martyrs et 138.095 blessés, depuis le début du génocide en octobre 2023, a indiqué le ministère palestinien de la Santé dans ses deux derniers bilans quotidiens.

Le nombre de victimes depuis la violation du cessez-le-feu par l'entité sioniste, le 18 mars 2025, s'élève désormais à 7.311 martyrs et 26.054 blessés, ajoute la même source.

Les bombardements israéliens lors de la journée de samedi ont fait, depuis l'aube jusqu'aux environs de 15h (localement), au moins 71 martyrs, dont 34 parmi les Ghazaouis qui se déplacent sur plusieurs kilomètres pour tenter d'obtenir de quoi manger à leurs familles dans les centres d'aide alimentaire militarisée de l'armée sioniste.

Les attaques sionistes ont ciblé les quartiers al-Tuffah et al-Zeitoun, à l'est et au sud de la ville de Ghaza, Deir al-Balah, dans le centre de l'enclave, ainsi que Jabalia al-Balad au nord. Par ailleurs, de violents combats ont eu lieu, hier, entre les combattants de la résistance palestinienne et l'armée d'occupation israélienne, à Al-Shujaiya (au nord de Ghaza) et à Khan Younes (au sud), faisant au moins trois blessés parmi les soldats sionistes.

Des sites d'information israéliens ont qualifié ces opérations d'«incidents sécuritaires graves», précisant que «plusieurs soldats israéliens ont été blessés lors d'affrontements avec les Brigades Al-Qassam».

De son côté, Saraya al-Quds, la branche militaire du Mouvement du Jihad islamique, ont annoncé, hier, avoir «détruit un véhicule militaire israélien en faisant exploser une bombe-baril dans la région de Cheikh Nasr, à l'est de Khan Younes».

### ONU : 798 MORTS PRÈS DES CENTRES D'AIDE DE GHAZA EN SIX SEMAINES

Le bureau des droits de l'homme de l'ONU a déclaré vendredi qu'il avait enregistré au moins 798 morts au cours des six dernières semaines dans les centres d'aide de Ghaza gérés par la Fondation humanitaire de Ghaza (GHF), soutenue par les États-Unis et Israël, et près des convois gérés par d'autres groupes humanitaires, rapporte Reuters.

« Du 27 mai au 7 juillet, nous avons enregistré 798 meurtres, dont 615 à proximité des sites de la Fondation humanitaire de Ghaza et 183 probablement sur la route des convois d'aide », a déclaré Ravina Shamdasani, porte-parole du Bureau des droits de l'homme de l'ONU

(HCDH), lors d'un point de presse à Genève. Le plus récent bilan établi samedi par le ministère de la Santé de Ghaza fait état de 805 martyrs, 5.252 blessés et 42 disparus, depuis le lancement, le 27 mai dernier, du plan américano-israélien d'aide alimentaire militarisée, suite à la fermeture totale le 2 mars 2025 des points d'accès vers l'enclave au système d'aide humanitaire, géré par des agences des Nations Unies, dont l'UNRWA, et autres ONG internationales, qui a déjà montré son efficacité.

### LES AGENCES DE L'ONU TIRENT LA SONNETTE D'ALARME

Dans une déclaration conjointe, publiée samedi, les agences des Nations Unies (OCHA, PNUD, FNUAP, UNOPS, UNRWA, PAM et OMS) alertent que «la pénurie de carburant à Ghaza a atteint un niveau critique».

«Le carburant est essentiel à la survie à Ghaza. Il alimente les hôpitaux, les réseaux d'eau, les réseaux d'assainissement, les ambulances et tous les aspects des opérations humanitaires. Les approvisionnements en carburant sont nécessaires pour déplacer la flotte utilisée pour le transport des biens essentiels à travers la bande de Ghaza et pour faire fonctionner un réseau de boulangeries produisant du pain frais pour la population touchée. Sans carburant, ces moyens de subsistance disparaîtront pour 2,1 millions de personnes», lit-on dans la déclaration.

Le communiqué explique que sans un approvisionnement adéquat en carburant, «les agences des Nations Unies qui répondent à cette crise seront probablement contraintes de cesser complètement leurs opérations, ce qui aura un impact direct sur tous les services essentiels à Ghaza», y compris «l'absence de services de santé, d'eau potable et de capacité à acheminer l'aide».

«Les hôpitaux sont déjà en panne, les maternités, les unités de soins néonataux et les unités de soins intensifs sont défaillantes, et les ambulances ne peuvent plus circuler. Les routes et les transports resteront bloqués, piégeant les personnes dans le besoin. Les télécommunications seront coupées, paralysant la coordination vitale et coupant les familles d'informations essentielles et les unes des autres», ajoute l'ONU.

La déclaration fait état d'une «petite quantité de carburant entrée à Ghaza cette semaine, pour la première fois en 130 jours», mais que cette «évolution positive» ne représente qu'une «infime partie des besoins quotidiens», appelant à en «autoriser l'entrée en quantités suffisantes et de manière constante pour soutenir les opérations vitales».

## Attaf reçoit un appel téléphonique de la vice-présidente de la Commission européenne

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a reçu, samedi, un appel téléphonique de la vice-présidente de la Commission européenne, Haute représentante de l'Union Européenne (UE) pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Mme Kaja Kallas, a indiqué un communiqué du ministère.

Les entretiens entre les deux parties ont porté sur «l'état et les perspectives des relations entre l'Algérie et l'Union européenne, aussi bien dans leur volet bilatéral relatif

à l'accord d'association entre les deux parties, que dans le cadre multilatéral incluant les pays de la rive sud de la Méditerranée», a précisé le communiqué.

Au niveau bilatéral, M. Attaf a souligné «la nécessité d'activer le principal mécanisme chargé de régler l'association algéro-européenne, à savoir le Conseil d'association, qui demeure le cadre idoine pour traiter toutes les questions d'intérêt commun, tant politiques qu'économiques», selon la même source.

Concernant la coopération multilatérale, les deux parties

ont échangé les vues sur le projet de Charte pour la Méditerranée, qui fait actuellement l'objet de concertations entre l'UE et les pays de la rive sud.

Au terme de l'entretien téléphonique, «les deux parties sont convenues de poursuivre et d'intensifier les efforts visant à conférer l'équilibre requis au partenariat économique entre l'Algérie et l'UE, de manière à préserver les intérêts des deux parties et de contribuer au renforcement de la paix, de la sécurité et du développement durable dans l'espace euro-méditerranéen», a conclu le communiqué.

## ANALYSE

Mustapha Aggoun

### La diplomatie de l'humiliation

J'ai vu. Comme tout le monde. J'ai regardé, consterné, l'ignominie se rejouer, avec une mise en scène plus grotesque que cruelle,

dans le théâtre diplomatique d'un XXI<sup>e</sup> siècle qui se dit éclairé mais qui éclaire surtout la persistance des chaînes, désormais invisibles, de l'asservissement moral et politique.

Donald Trump, président des États-Unis, n'en est pas à son premier affront. Son arrogance n'est pas une surprise, pas plus que ses saillies méprisantes, son racisme à peine voilé et son culte d'un pouvoir sans élégance. Ce qui heurte, ce qui déchire, ce qui écorche l'âme africaine, ce n'est pas tant la grossièreté du ton. C'est le silence des autres. C'est la posture courbée, le sourire gêné, la docilité presque reconnaissante de certains dirigeants africains. Ils étaient là, quelques-uns, représentants officiels de nations marquées à jamais par le sang, la sueur et la mémoire de leurs ancêtres asservis. Ils étaient là, immobiles, presque muets, face à l'homme d'affaires devenu président, qui traitait leur dignité comme une mauvaise plaisanterie.

Trump les a humiliés. Il les a toisés comme on toise des mendiants venus supplier. Il a parlé de leurs pays comme on parle de «shithole countries» selon ses propres mots, captés sans filtre. Et eux ? Ils ont baissé la tête. Peut-être ont-ils esquissé un sourire diplomatique, cette arme molle des faibles face aux puissants. Mais moi, j'ai vu dans cette scène la trahison d'un héritage. J'y ai vu la claque donnée à ceux qui n'ont jamais baissé la tête, même face aux canons, même devant la potence. Car que reste-t-il de Jomo Kenyatta, le père du Kenya libre, que les colons britanniques avaient surnommé «le sorcier noir», tant ils craignaient sa parole ? Que reste-t-il de Kwame Nkrumah, le visionnaire du panafricanisme, celui qui disait : «L'Afrique doit s'unir ou périr» ? Où est passée l'éclatante dignité de Patrice Lumumba, assassiné parce qu'il avait osé rêver d'un Congo souverain, libre de ses choix et de ses richesses ?

Et Thomas Sankara ? Le «Che africain», assassiné à 37 ans, pour avoir voulu offrir à son peuple l'éducation, la santé, la dignité. Il avait renommé son pays, Haute-Volta devenue Burkina Faso «la patrie des hommes intègres». Ce nom, aujourd'hui, sonne comme une gifle à tant de dirigeants qui troquent l'intégrité contre des applaudissements de salons occidentaux.

Amílcar Cabral, lui, parlait d'émancipation mentale. Il disait : «Personne ne peut libérer autrui. Chacun doit se libérer lui-même. Mais encore faut-il en avoir le désir. Encore faut-il ne pas confondre liberté et privilèges, souveraineté et passeport diplomatique.

Et Mandela... Que dire de Mandela ? Il a passé vingt-sept ans en prison sans renier ses convictions. Vingt-sept ans de ténèbres pour qu'un jour, la lumière éclaire enfin les visages de tous les enfants noirs d'Afrique du Sud. Et aujourd'hui ? Que voient ces enfants ? Des dirigeants se pres-

ser autour d'un Trump comme s'il était un messie. Des dirigeants prêts à tout accepter, à tout avaler, pour quelques miettes d'un pouvoir qu'ils n'ont même pas bâti eux-mêmes.

Même feu Houari Boumediène, qui n'était pas tendre mais qui avait une colonne vertébrale, disait à la tribune de l'ONU en 1974 : «Le Tiers Monde est devenu un marché, un débouché, un gisement, une réserve. Nous sommes devenus le théâtre d'opérations des grandes puissances. Cela doit cesser». Un demi-siècle plus tard, non seulement cela ne cesse pas, mais cela empire avec la complicité honteuse de ceux qui dirigent sans vision et gouvernent sans honneur.

Pourquoi cette soumission ? Pourquoi cette acceptation silencieuse d'un traitement indigne ? Est-ce la peur ? L'ignorance ? Ou une forme de fatalisme postcolonial qui fait croire qu'un Noir en costume vaut plus qu'un Noir debout ?

Il faut le dire clairement : les humiliations ne viennent jamais seules. Elles sont précédées par des compromis lâches, et suivies par des compromissions honteuses. Ce que Trump a dit, ce qu'il a insinué, n'est pas une gaffe. C'est une continuité. Une continuité du regard que l'Occident porte sur l'Afrique : un continent à piller, à moquer, à infantiliser.

Mais ce regard ne changera pas si l'Afrique elle-même changeait d'attitude. Si ses dirigeants regardaient leur peuple dans les yeux, au lieu de scruter la Maison Blanche comme on attend un sauveur. Si l'Afrique parlait d'une seule voix, la voix de ses peuples, pas celle de ses élites captives. Je n'écris pas cela avec haine. J'écris avec douleur. Une douleur ancestrale. Une douleur de mémoire. Une douleur de trahison. Parce que chaque fois qu'un dirigeant africain accepte d'être traité comme un enfant capricieux ou un quémendeur, c'est tout un continent qui est insulté. L'Afrique n'est pas née hier. Elle a enfanté des civilisations. Elle a offert des bras pour bâtir l'Amérique. Ces cinq pays dont étaient issus les dirigeants humiliés, ce sont aussi les terres d'où furent arrachés, pendant des siècles, des millions d'hommes, de femmes, d'enfants. Ils ont construit les routes, les plantations, les villes. Et aujourd'hui encore, les Afro-Américains luttent pour que l'histoire reconnaisse cette dette. Alors non, l'Amérique n'est pas au-dessus de l'Afrique. L'Afrique n'est pas la fille pauvre du monde. Elle est sa matrice.

Ce texte est un cri. Un cri de refus. Un cri de révolte. Mais surtout, un appel. Un appel à renouer avec cette fierté brûlante des Lumumba, des Nkrumah, des Sankara. Un appel à la verticalité, à la dignité, à cette posture de l'homme africain qui n'a besoin d'aucune validation extérieure pour se tenir debout.

Car, comme le disait Cheikh Anta Diop : «Tant que l'Afrique ne racontera pas sa propre histoire, le monde continuera à la mépriser». Aujourd'hui, il ne s'agit pas seulement de raconter cette histoire. Il faut aussi en être digne.

**Le Quotidien**  
D'ORAN

Edition Nationale d'Information  
Editée par la SPA  
**ORAN - PRESSE**  
au Capital de 195.923.000,00 DA

**Président**  
**Directeur Général**  
**Directeur**  
**de la Publication**  
Mohamed Abdou  
BENABBOU

**Direction - Administration**

**Rédaction**

63, Ave de l'ANP - Oran  
B.P.N°110 - Oran  
Tél. 041.23.25.22  
23.25.23 / 23.25.24  
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

**Fax Pub:** 041.23.25.21  
**Fax et Rédaction:** 041.23.25.20

**Imp.: Oran :** imprimerie  
"Le Quotidien d'Oran"  
**Alger :** imprimerie "Le Quotidien d'Oran"  
**Constantine :** S.I.E.

**INTERNET:** <http://www.lequotidien-oran.com>

**E-mail :** [infos@lequotidien-oran.com](mailto:infos@lequotidien-oran.com)

[publicite@lequotidien-oran.com](mailto:publicite@lequotidien-oran.com)

[admin@lequotidien-oran.com](mailto:admin@lequotidien-oran.com)

[lequotidiendoran@yahoo.fr](mailto:lequotidiendoran@yahoo.fr)

**Diffusion :** Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - **Téléphone** : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - **Fax** : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77  
**E-mail** : [agence.regie@anep.com.dz](mailto:agence.regie@anep.com.dz) / [programmation.regie@anep.com.dz](mailto:programmation.regie@anep.com.dz) / [agence.oran@anep.com.dz](mailto:agence.oran@anep.com.dz) / [agence.annaba@anep.com.dz](mailto:agence.annaba@anep.com.dz) / [agence.ouargla@anep.com.dz](mailto:agence.ouargla@anep.com.dz) / [agence.constantine@anep.com.dz](mailto:agence.constantine@anep.com.dz)



# Vacances Le tourisme domestique mais pas pour tous «C'est le calme plat», selon l'expression d'un gérant d'une Agence de voyages et de tourisme, Nadir Belhadj, qui répondait à une question du 'Le Quotidien d'Oran' à propos de la tendance des vacances des Algériens.

A. Z.

Les clients ne se bousculent pas pour des réservations en vue de passer les vacances d'été hors du pays, c'est tout juste si on vient pour se renseigner sur une destination ou une autre, sans même effectuer une pré-réservation, a-t-il ajouté. Toutefois, notre interlocuteur fera remarquer qu'il faut attendre les résultats du bac, soit après le 20 juillet, pour avoir une idée sur la tendance des grands départs en vacances d'été. Des milliers de familles sont liées, à cette date du 20 juillet, et aucune d'elles ne peut se lancer à programmer sérieusement des vacances tant qu'on n'est pas fixé sur le résultat de leur progéniture.

Ce n'est pas une nouveauté, c'est toujours la même situation qui se reproduit chaque année, avec un déclin des départs en vacances après la proclamation des résultats du bac. Mais, d'une manière générale on peut affirmer que les destinations des Algériens ne changent pas trop, d'année en année, c'est toujours, la Tunisie qui occupe le top des destinations, puis arrivent la Turquie, la Grèce et d'autres lointains pays pour une catégorie particulière de clients.

Le gros des troupes de touristes algériens choisit la Tunisie ou la Turquie, pour une question de commodités financières et de facilités d'accès, notamment en rapport avec les difficultés d'obtention des visas pour d'autres pays, qui font que les destinations vers l'Europe ou tout autre pays difficile d'accès sont très peu demandées par les touristes algériens, assurent des voyagistes. Il y a aussi les conditions socio-économiques, comme l'inflation, la cherté de la vie et des services, qui constituent des barrières infranchissables pour de

nombreux ménages qui ne peuvent pas s'offrir des vacances en Algérie et encore moins à l'étranger. Se permettre des vacances de nos jours, est devenu presque un luxe que toutes les bourses ne peuvent atteindre. Nombreux sont les pères de familles et des jeunes qui nous ont déclaré que leurs vacances se limitent à passer une journée ou deux en bord de mer.

Pour les mieux lotis, c'est le tourisme domestique qui prime. On pense à louer une maison dans une ville côtière pour une semaine au maximum, et l'on doit se saigner pour l'avoir, précisent nos interlocuteurs. On comprend que les vacances, y compris à l'intérieur du pays, ne sont pas abordables pour toutes les catégories sociales. Cependant, dans l'ensemble, c'est le tourisme domestique ou local qui cartonne par ces temps où il est difficile de joindre les deux bouts. Nous avons remarqué, selon les propos des citoyens, qu'il existe une frustration qui fait que l'on réfléchisse à deux fois avant d'engager des dépenses importantes pour quelques jours de villégiature. La plupart des personnes interrogées rappellent qu'on sort à peine la tête de l'eau après le Ramadhan et deux Aïds, «qui nous ont fait voir le creux de la vague», raille-t-on. Les seuls loisirs durant ces vacances sont «à la journée», départ le matin vers la grande bleue et retour au bercail le soir (pour les habitants des villes intérieures du pays).

D'autres, s'accrochent aux vacances organisées par les Œuvres sociales de leurs entreprises ou établissements employeurs, qui leur assurent une semaine de vacances à moindre frais. Mais, ce ne sont pas tous les travailleurs qui peuvent prétendre au bénéfice de cette planche de salut.

## Saison estivale Le ministère de l'intérieur appelle au strict respect des mesures de prévention

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, a appelé, samedi, les citoyens à faire preuve d'une extrême vigilance et de veiller au strict respect des mesures de prévention suite à la hausse des températures et à l'affluence accrue vers les plages et autres lieux de baignade.

Face à la hausse persistante des températures et la forte affluence enregistrée sur les plages et lieux de baigna-

de, le ministère a réitéré, dans une publication sur sa page officielle sur les réseaux sociaux sous le slogan "Ne risquez pas votre vie", son appel à tous les citoyens "à faire preuve d'une extrême vigilance et à veiller au strict respect des mesures de prévention, notamment en évitant de nager dans les endroits non autorisés à la baignade ainsi que les plages non surveillées pour préserver leur sécurité et celle de leurs proches".

## Le ministre des Finances Promouvoir la transparence dans la gestion des deniers publics

El-Houari Dilmi

Le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, a affirmé, hier samedi, que l'Algérie nouvelle «que son secteur s'emploie à construire sous la conduite avisée du président de la République, est fondée sur les principes du changement profond et de la réforme globale, dans le cadre d'une vision stratégique qui fait de la gouvernance économique et de la rationalisation des finances publiques deux piliers fondamentaux du développement durable». Dans son allocution lors de la commémoration de la fête de l'Indépendance au Club national de l'Armée, organisée par la Direction Générale des douanes, le ministre a indiqué que le secteur financier, «dans toutes ses composantes, poursuit ses efforts pour renforcer la stabilité macroéconomique, promouvoir la transparence et l'efficacité dans la gestion des deniers publics, mobiliser les ressources nécessaires au financement des projets de développement, assurer les grands équilibres et instaurer un climat financier sain et propice à l'investissement et à l'initiative», a-t-il souligné. Pour le premier argentin du pays, les Douanes algériennes

«constituent l'un des bras les plus importants de ce secteur vital, de par leurs missions régaliennes et stratégiques, que ce soit dans le domaine de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la contrebande et la criminalité économique, ou dans le soutien à l'économie nationale à travers la facilitation, le contrôle efficace et la contribution à la mobilisation des recettes fiscales». Le même responsable a saisi l'occasion pour féliciter tous les cadres, agents et employés «qui ont été promus ou qui seront prochainement honorés, en guise de reconnaissance pour leurs efforts et en guise d'appréciation de leur dévouement à leurs fonctions», a-t-il soutenu.

### «POURSUIVRE LA MODERNISATION DES DOUANES»

Le Directeur général des Douanes, le général-major Bakhouch Abdelhafid, a souligné, de son côté, «l'implication active de son institution dans le processus d'édification de l'Algérie nouvelle, à travers la modernisation de ses mécanismes, la qualification de ses ressources humaines et la consécration des principes de trans-

parence et d'efficacité», renforçant ainsi «sa position en tant qu'institution souveraine et économique à la fois». Le général-major Bakhouch a indiqué que la commémoration de la fête de l'indépendance intervient «dans un contexte national, plein de dynamisme et de renouveau, au titre des engagements de l'Etat algérien envers le peuple et de ses efforts pour l'instauration d'une Algérie forte, juste et prospère, sous la conduite éclairée du président de la République, Abdelmadjid Tebboune». Le même responsable a également évoqué les réalisations accomplies et les défis à relever, «en gardant à l'esprit le noble objectif d'accompagner les transformations et de s'engager pleinement dans le soutien au développement national et la protection des acquis de la nation». Selon le Directeur général, le service des douanes a connu récemment un «saut qualitatif dans plusieurs de ses volets, notamment ceux liés à la mise en œuvre de l'initiative de transformation numérique, ainsi que la coordination sur le terrain avec les différents organes de sécurité, reflétant l'image d'une institution moderne qui interagit avec son environnement national et international».



Par Amine Bouali

## Sid Ahmed, Kheireddine et les livres prêtés

Les êtres humains avancent toujours une ou plusieurs raisons pour se disputer, certaines sont plus valables que d'autres, mais toutes sont en rapport avec la mentalité des belligérants. Sid Ahmed et Kheireddine ont longtemps été des amis inséparables, c'est l'amour des livres qui les a fait se rencontrer, s'apprécier puis, après des décennies de compagnonnage intellectuel, a fini par les séparer suite à une brouille aussi étrange que mémorable. Tous les deux ont attrapé le virus de la lecture et de l'écriture grâce à l'écrivain Mohammed Dib qu'ils avaient côtoyé dans leur prime jeunesse. Sid Ahmed, qui était libraire de profession, était, avec un peu d'exagération, le principal client de la petite librairie qu'il tenait en plein centre-ville, un lieu modeste mais chaleureux où il passait ses journées beaucoup moins à faire du commerce qu'à lire, écrire et discuter longuement avec ses amis. C'est dans ce décor feutré, parmi les odeurs de papier jauni, de café noir et de cigarette, que s'était tissée son amitié avec Kheireddine.

Ce dernier, professeur de lettres dans un lycée, passait régulièrement voir Sid Ahmed dans sa librairie. Les deux hommes échangeaient longuement sur leurs lectures respectives, débattaient sur des points de style, re-

découvraient les classiques ou se chamaillaient sur les mérites d'un auteur contemporain. Leur dialogue semblait inépuisable, rythmé par leurs multiples coups de foudre littéraires et leur belle complicité d'esprit. Mais, amis lecteurs, vous n'imaginerez jamais ce

qui a mis fin à cette amitié ancienne de plusieurs décennies. Un jour, Sid Ahmed reçut par la poste une lettre de Kheireddine dans laquelle ce dernier lui demandait de lui «rendre au plus vite trois livres qu'il lui avait prêtés... vingt ans plus tôt !» D'abord, Sid Ahmed pensa à une blague, un retour de l'esprit taquin de son vieil ami. Mais son sourire s'effaça rapidement quand, deux jours plus tard, une seconde lettre arriva, cette fois emplies de menaces : si les livres n'étaient pas restitués sous huit jours, Kheireddine envisagerait un dépôt de plainte.

Personne n'a jamais su ce qui s'était produit dans la tête de Kheireddine. À la fois amusé et agacé, Sid Ahmed ne se priva pas de montrer les deux missives à leurs amis communs. Avec un sourire en coin, il lançait à chaque fois : «Comment voulez-vous que je me souviennne de ces fichus livres qu'il prétend m'avoir prêtés il y a vingt ans, alors que la moitié de sa bibliothèque m'appartient !»

## Ministère de l'Education Réouverture des inscriptions en première année primaire

Le ministère de l'Education nationale a annoncé, samedi dans un communiqué, la réouverture, à partir de dimanche, des inscriptions en première année primaire via l'espace réservé aux parents dans le système d'information du secteur.

"Le ministère de l'Education nationale informe les parents n'ayant pas encore inscrit leurs enfants nés entre le 1er janvier

et le 31 décembre 2019 en première année primaire, qu'ils sont tenus de le faire via l'espace qui leur est réservé dans le système d'information du secteur de l'Education nationale, à partir de dimanche 13 juillet 2025, et ce, pour la deuxième et dernière fois", lit-on dans le communiqué.

Les parents doivent "soumettre les demandes d'inscription de leurs enfants à travers le

même espace via le lien <https://awlya.education.dz>", selon la même source, qui précise qu'"il leur suffit de remplir le formulaire d'inscription numérique y afférent et de choisir l'établissement scolaire qui leur convient".

Les parents doivent aussi "imprimer et conserver le formulaire et le reçu de validation de l'inscription pour une utilisation ultérieure", conclut le communiqué.



## Tébessa

# 6.000 nouveaux étudiants à la prochaine rentrée universitaire

L'Université Cheikh Larbi-Tébessi de Tébessa devrait accueillir quelque 6.000 nouveaux étudiants lors de la prochaine année universitaire (2025-2026), a indiqué, samedi, le directeur de cet établissement d'enseignement supérieur, Abdelkrim Gouasmia.

Les nouveaux étudiants rejoindront les six facultés de l'université, ses deux instituts et l'annexe de la faculté de médecine, a précisé le responsable à l'APS, notant que les per-

sonnels administratif et pédagogique seront mobilisés pour accueillir les bacheliers de la session juin 2025 et animeront des portes ouvertes sur l'université pour présenter les filières scientifiques et les formations disponibles. M. Gouasmia a rappelé que l'université de Tébessa a bénéficié d'une décision des autorités de tutelle portant sur la création d'une annexe de l'Ecole normale supérieure (ENS) qui accueillera, dès septembre prochain, plus de 500 étudiants des

wilayas de Tébessa, d'Oum El Bouaghi, de Souk Ahras et d'El Oued pour les former au métier d'enseignants des cycles primaire et moyen.

L'annexe de la faculté de médecine, ouverte l'année dernière, dispensera sa formation pour la seconde année consécutive, a encore indiqué le responsable, rappelant que 4.196 étudiants, dont 2.480 en licence et 1.0716 en master, ont récemment obtenu leurs diplômes au sein de l'université Larbi-Tébessi.

## Rétablissement progressif de l'alimentation électrique

L'approvisionnement en électricité a été progressivement rétabli au niveau des communes de Negrine et Ferkane dans la wilaya de Tébessa, ayant enregistré, jeudi, une perturbation dans l'alimentation en électricité, en raison de la chute de pylônes électriques à haute tension du réseau de transport d'électricité, provoquée par de fortes rafales de vent enregistrées dans le sud de la wilaya, indique un communiqué de Sonelgaz.

"Suite aux fortes rafales de vent ayant touché le sud de la wilaya

de Tébessa, une perturbation dans l'approvisionnement en électricité a été enregistrée, jeudi 10 juillet 2025, vers 18h10, au niveau des communes de Negrine et Ferkane, en raison de la chute de pylônes électriques à haute tension du réseau de transport d'électricité", précise le communiqué.

Ainsi, et grâce au plan de gestion des interventions en cas de panne, les équipes techniques d'exploitation du réseau électrique ont mené une intervention immédiate et rapide, notamment à travers la mobilisation

efficace des ressources matérielles et humaines, ce qui a permis le rétablissement progressif de l'approvisionnement en électricité dans la plupart de ces régions à partir de 20h40, ajoute la même source.

Les équipes du secteur de transport de l'électricité de Tébessa ont immédiatement lancé l'opération de recensement des dégâts tout au long de la nuit du jeudi, selon le communiqué, soulignant que les travaux sont à pied d'œuvre afin de réparer les pylônes endommagés dans les plus brefs délais.

## Khenchela

# 174 millions de dinars pour les écoles

Une enveloppe financière de 174 millions DA a été octroyée dans la wilaya de Khenchela pour la réalisation et l'équipement de cinq cantines scolaires et 20 classes d'extension, selon le directeur local de l'éducation, Bachir Bouderbala.

Dans une déclaration à l'APS, M. Bouderbala a indiqué que la réalisation de cinq cantines scolaires et 20 classes d'extension pour le palier primaire sera prochainement lancée pour une enveloppe financière de 174 millions DA du Fonds de solidarité et de ga-

rantie des collectivités locales.

La prochaine rentrée scolaire verra la mise en service de trois établissements scolaires du cycle primaire dans les communes de Khenchela, El Mehmel et Kaïs, d'un CEM dans la nouvelle ville Mostefa Ben Boulaïd de Khenchela et d'un nouveau lycée dans la commune de R'mila, a ajouté le même responsable.

Dans le cadre des préparatifs de la prochaine année scolaire, le suivi est assuré pour les projets de réalisation de 50 classes d'extension,

10 classes de remplacement, deux unités de dépistage et de suivi sanitaire en milieu scolaire (UDS) et la réhabilitation de 27 établissements scolaires des trois paliers de l'enseignement en prévision de leur mise en service en septembre prochain, selon la même source.

La réception et l'exploitation de ces structures lors de la prochaine rentrée scolaire permettront d'améliorer les conditions de scolarité des élèves et de travail des fonctionnaires du secteur, a souligné le directeur local de l'éducation.

## El-Meghaier

# Des projets pour renforcer le réseau routier

Divers projets sont menés dans la wilaya d'El-Meghaier pour renforcer son réseau routier et améliorer sa connectivité aux autres régions, selon la direction locale des Travaux publics (DTP).

Ces projets comprennent le dédoublement de voies sur la RN 3, sur un linéaire de 19 km entre les communes d'Oum-Tiour et Sidi-Khelil, actuellement à 90% d'avancement des travaux et livrable à la fin août prochain, a précisé le DTP, Ghazi Zebair.

Une autre tranche de 23 km de la RN 3, entre les communes de Sidi-Khelil et Tendla, est à 60% de réalisation et devra être livrée vers la fin de l'année en cours, a-t-il ajouté.

Le DTP d'El-Meghaier a annoncé, en outre, le lancement, dans les prochains jours, d'une tranche de 20 km sur la même route nationale, située entre la commune de Djamaâ et la limite territoriale avec la wilaya de Touggourt, dans le cadre des efforts visant le renforcement de cet axe routier névralgique reliant le Nord et le

Sud du pays. Auparavant, le secteur a réceptionné 20 km de dédoublement de voie sur la RN 3 entre les communes de Still et Oum-Tiour, ainsi que 36 km sur la RN 46 A entre la commune d'Oum-Tiour et la limite territoriale avec la wilaya d'Ouled-Djellal, a fait savoir M. Zebair.

Le réseau routier de la wilaya d'El-Meghaier est d'au moins 890 km, répartis entre 220 km de routes nationales, 31 km de chemins de wilaya et 639 km de routes communales, selon les données de la DTP.

## El Tarf

# Les deux-roues dans le collimateur

A. Ouelaa

La Sûreté de wilaya d'El Tarf a fait état de la saisie de 250 motos, durant le mois de juin passé dont 210 ont été placées en fourrière. Ces motos sont à l'origine de moult désagréments et de

gêne pour les automobilistes et constituent une véritable menace pour le trafic routier.

Ces deux-roues sont à l'origine de nombreux drames chaque année. Un travail de sensibilisation s'impose auprès des conducteurs de motos, de même que pour les

vérifications de ces engins. Ces saisies ont été opérées pour diverses infractions. Il s'agit, notamment, de conduite sans casque, sans documents, de manœuvres dangereuses et d'absence d'une assurance. Un total de 210 contraventions ont été dressées.

L'épicentre du tremblement de terre a été localisé à 02 km au sud l'Est Ouest de Hammam Debagh, précise la même source.

## Tizi-Ouzou

# Près de 1.400 fuites d'eau réparées en un mois

Un total de 1.396 fuites d'eau ont été réparées sur le réseau d'approvisionnement en eau potable (AEP) par les services de l'unité de Tizi-Ouzou de l'Algérienne des Eaux (ADE) au cours du mois de juin dernier, a indiqué samedi un communiqué de cet organisme public. Parmi les fuites réparées en juin, 242 ont été localisées sur les conduites de refoulement et d'adduction, 695 sur les conduites de distribution et 432 sur les branchements individuels, a-t-on détaillé.

La réparation de ces fuites a permis de préserver la ressource hydrique, puisque le volume d'eau qui se perdait dans la nature sans atteindre les usagers de l'ADE a été estimé à 44.968 m3, a révélé la même source. L'opération de réparation des fuites s'inscrit dans le cadre des efforts continus de l'ADE pour améliorer le service public de l'eau potable et préserver la ressource hydrique, a-t-on souligné.

Pour rappel, l'unité de Tizi-Ouzou de l'ADE supervise 21 centres de distribution, desservant 64 communes à travers un réseau de distribution de plus de 7039 mètres linéaires.

Les 64 communes desservies dépendent de deux systèmes d'approvisionnement principaux, à savoir, les eaux de surface provenant des barrages de Taksebt (pour 30 communes) et de Koudiet Acerdoune (pour 14 communes), ainsi que les eaux souterraines (forages) et les sources (pour 23 communes). L'unité gère également d'autres infrastructures hydrauliques importantes, dont 106 puits artésiens, 209 stations de pompage et 1198 réservoirs de différentes capacités pour un volume de stockage total de 446 783 m3. L'ADE a réaffirmé, dans son communiqué, son engagement à poursuivre ses efforts pour améliorer le service public et rationaliser la consommation d'eau, afin de préserver cette ressource vitale.

## Médéa

# Trois nouvelles polycliniques ouvertes

Le secteur de la santé de la wilaya de Médéa s'est récemment renforcé de trois nouvelles polycliniques, appelées à garantir une meilleure prise en charge des patients et à élargir la couverture sanitaire des habitants des communes concernées, selon les services de la wilaya. Localisées dans les communes de Ksar-el-Boukhari, Mihoub et Tlet-Douairs, ces nouvelles structures sanitaires ont été aménagées dans d'anciens locaux professionnels à l'abandon depuis plusieurs années.

Selon les services de la wilaya, une opération de récupération d'anciens locaux non exploités, lancée en 2022, a permis de doter de nombreuses communes d'une polyclini-

que, comblant ainsi le déficit enregistré dans ce domaine.

Dans ce contexte, on cite notamment les projets d'aménagement de neuf polycliniques dans des locaux à l'abandon situés dans les communes de Benchicao, El-Aissaouia, Draa-Smar, El-Haoudine, Bouskene, Boghar, Zoubiria, Beni-Slimane et Sidi-Ziane.

Par ailleurs, deux nouveaux services, l'un d'oncologie et l'autre d'ophtalmologie, ont ouvert début juillet dans l'ancien hôpital de Tablat, au nord-est de Médéa. Cela permettra d'éviter aux patients de devoir se rendre dans les hôpitaux de Médéa, Berrouaghia ou Beni-Slimane pour se faire soigner, a souligné la même source.

## Blida

# Saisie de psychotropes et d'armes blanches

Les éléments de la sûreté de wilaya de Blida ont saisi une quantité de psychotropes destinée au commerce illicite, des armes blanches et des munitions de guerre de catégorie 4, selon un communiqué des services de sécurité.

Le communiqué précise que la brigade mobile de la police judiciaire de la sûreté de daïra de Labraâ "a réussi, la semaine dernière, à arrêter une personne ayant des antécédents judiciaires, pour détention d'une arme à feu et de munitions de guerre de catégorie 4 sans autorisation de l'autorité légalement compétente".

En outre, "la même brigade de sécurité a saisi en possession du suspect, qui agressait des citoyens et volait leurs

biens, une quantité de substances psychotropes destinée au commerce illicite et des armes blanches de sixième catégorie", a ajouté la même source.

"Les services de sécurité ont lancé des investigations après avoir reçu des informations sur l'activité illégale du suspect, et ont réussi à l'arrêter et à saisir un signal d'alarme de bateau, cinq cartouches de 16 mm, des psychotropes (Prégabaline) et une somme d'argent provenant de la vente illicite de ces drogues, le tout dissimulé dans sa maison", ajoute le communiqué. Sur la base d'un dossier judiciaire finalisé, le suspect âgé de 35 ans a été déféré devant les autorités judiciaires compétentes", précise le communiqué.

## Horaires des prières pour Alger et ses environs

17 moharram 1447

El Fedjr  
03h51

Dohr  
12h54

Assar  
16h45

Maghreb  
20h11

Icha  
21h49





## Bir El Djir Des mesures pour renforcer l'entretien et le nettoyage de la ville

K. Assia

L'entretien de l'environnement en cette saison estivale a été au centre d'une réunion présidée par le maire de Bir El Djir et regroupant tous les acteurs intervenant dans le nettoyage et surtout dans la collecte des ordures ménagères. Avec la hausse des températures et l'accueil des visiteurs, la priorité est désormais accordée au volet de l'entretien de toutes les zones et quartiers relevant de la compétence de la commune de Bir El Djir de sorte que tous les moyens sont mis en place pour renforcer la mission des agents de nettoyage. Dans ce registre, le président de cette collectivité a salué les efforts déployés par toutes les équipes mobilisées dans le domaine tout en insistant sur certaines insuffisances qu'il ne faut pas ignorer et qui selon lui doivent être

prises en charge afin d'y remédier. Sur ce, l'accent a été mis au cours de cette rencontre qui a réuni les élus, les présidents de commission, le chef de la commission des transports et de la circulation, tous les services techniques y compris le service de nettoyage de la commune sur un suivi quotidien de l'opération de balayage des trottoirs et de la collecte des ordures.

Il est question également d'enlèvement des mauvaises herbes et de peinture des chaussées surtout au niveau des rues principales. Le maire a insisté sur la préservation des espaces verts et leur entretien pour accueillir les familles en plus de l'élagage des arbres. Parallèlement, l'accent a été mis sur une réorganisation des équipes chargées du nettoyage avec à la clé le respect de la rigueur et l'arrosage des espaces verts. Le plan de travail doit aussi englober

un système de permanence afin d'assurer l'entretien des espaces publics la nuit par des agents de nettoyage. Dans ce registre, le maire a affiché sa volonté et s'est dit prêt à mettre à la disposition des agents communaux tous les moyens humains et matériels afin d'accomplir ce travail dans les meilleures conditions. Il y a lieu de noter que des directives fermes ont été données, la semaine dernière, par le wali d'Oran M. Samir Chibani lors d'une réunion de coordination regroupant les chefs de daïra d'Oran et de Bir El Djir, les différentes entreprises de wilaya de nettoyage et les cadres de la wilaya sur la prise en charge de l'environnement. Il a insisté sur un suivi quotidien des opérations de collecte et de nettoyage de la ville et aussi sur le renforcement des campagnes et des contrôles.

## Sidi El Bachir, El Menzeh, El Mokrani et El Emir Plus de 5 quintaux de produits impropres saisis

J. Boukraa

Plus de cinq quintaux, soit 505 kilogrammes de produits impropres à la consommation humaine, ont été saisis puis détruits au cours d'une large campagne de contrôle menée par les services concernés durant la première décade du mois de juillet dans plusieurs quartiers de la commune d'Oran. Les produits saisis incluaient de la viande avariée, des poissons congelés, des jus, des pâtes alimentaires, ainsi que des glaces, des pâtisseries, et divers produits cosmétiques tels que des crèmes, des shampoings et d'autres articles périmés ou de provenance inconnue. Certains de ces produits portaient en outre des allégations thérapeutiques non fondées, ce qui constitue une menace sérieuse pour la santé publique.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'application stricte des instructions des autorités locales, destinées à prévenir les intoxications alimentaires et à préserver la santé et la sécurité des citoyens. Elle a été exécutée sous la supervision de la cellule de l'environnement relevant du cabinet du wali et conduite par la Commission communale de la santé, de l'hygiène et de la protection de l'environnement de la mairie d'Oran.

Cette dernière a œuvré en étroite collaboration avec les services de la sûreté de wilaya, les inspecteurs de la direction du commerce, ainsi que les vétérinaires des services agricoles de la daïra d'Oran. Les opérations de contrôle ont permis l'inspection de plus de trente établissements commerciaux répartis dans les délégations communales de Sidi El Bachir, El Menzeh, El Mokrani et El Emir.

Parmi ces établissements figuraient notamment des fast-foods, des boulangeries et pâtisseries, des magasins d'alimentation générale, des points de vente de produits cosmétiques, des commerces de gros liés à l'alimentation humaine, ainsi que des salons de thé et des vendeurs de glaces.

Plusieurs établissements ne disposaient pas de registre du commerce, tandis que d'autres contrevenaient gravement aux règles d'hygiène élémentaires. En plus de la destruction des produits saisis, des mesures administratives et juridiques ont été engagées à l'encontre des contrevenants. Par ailleurs, les agents chargés de l'opération ont procédé à la saisie de vingt-neuf chaises, neuf tables et deux parasols, installés illégalement sur les trottoirs, entravant la circulation des piétons et mettant leur sécurité en péril.

## Oued Tlélat Décès d'un motocycliste dans un accident de la route

Un tragique accident de la circulation a coûté la vie à un homme dans la soirée du vendredi, dans la wilaya d'Oran. Selon un communiqué des services de la Protection civile, l'intervention a eu lieu à 18h40, suite à l'accident d'une moto ayant dévié de sa trajectoire sur

la route de wilaya n°04, au niveau de la commune et daïra de Oued Tlélat. À leur arrivée sur les lieux, les secours ont constaté le décès de la victime, un homme dont l'identité n'a pas été précisée. Son corps a été évacué vers la morgue de l'hôpital local.

J.B.

## Plage Corales Un jeune homme de 20 ans se noie

Le drame de la mer a de nouveau frappé les côtes oranaises. Dans l'après-midi du vendredi, les plongeurs de la Protection civile sont intervenus peu avant 18h pour repêcher le corps sans vie d'un jeune homme, victime d'une noyade au niveau de

la plage Corales, relevant de la commune de Bousfer et de la daïra de Aïn El Turck. La victime, âgée de 20 ans, a été retrouvée en mer avant d'être transportée vers la morgue de l'établissement hospitalier local.

J.B.

## Aïn Franine Douze blessés dans le renversement d'une camionnette

Un grave accident de la route s'est produit vendredi après-midi sur le chemin de wilaya n°75 reliant Aïn Franine à Kristel, dans la commune et daïra de Bir El Djir. Il s'agit du renversement d'un petit camion ayant dévié de sa trajectoire, provoquant plusieurs blessures parmi les passagers.

Alertés, les services de la Protection civile sont rapidement intervenus sur les lieux. Le bilan fait état de douze blessés, tous de sexe masculin, qui ont reçu les premiers soins sur place avant d'être évacués vers l'hôpital local pour une prise en charge médicale.

J.B.

### ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

**MERAD Sid Ahmed**, 77 ans, Bir El Djir  
**BENAMAR Khaled**, 49 ans, Misserghine  
**MILOUDI Maroua**, 1 jour, Maraval  
**HATAB Nour El Houda**, 5 jours, Tiaret

### Horaires des prières pour Oran et ses environs

17 moharram 1447				
El Fedjr 04h13	Dohr 13h09	Assar 16h58	Maghreb 20h24	Icha 22h00



## 1.500 logements sociaux prêts à la distribution à Sidi El Bachir Remise des premiers ordres de versement à des bénéficiaires

D.B.

Un quota de quelque 1.500 logements sociaux dont les travaux ont été achevés est prêt à être distribué aux demandeurs de la commune d'Oran qui sont sur la liste d'attente. C'est ce qu'a annoncé le wali d'Oran, M. Samir Chibani, en marge du relogement de 176 familles de Sidi El Houari et El Hamri il y a plus de deux mois. Le chef de l'exécutif a indiqué à ce titre que concernant les demandeurs de logements publics locatifs (les candidats sur la liste d'attente) de la commune d'Oran, les services de la daïra d'Oran poursuivent l'examen minutieux des dossiers, précisant que «1.500 logements publics locatifs sont prêts à être distribués dans la zone de Sidi El Bachir, spécialement pour cette catégorie». A ce titre et selon les services de la wilaya, l'OPGI d'Oran a entamé l'attribution des ordres de versement aux bénéficiaires.

Il y a lieu de signaler que dans le cadre des dispositions prises par la wilaya d'Oran pour lutter contre l'habitat précaire, les assiettes foncières récupérées à l'issue de l'éradication des grands bidonvilles seront consacrées à la réalisation des programmes de logements dont a bénéficié la wilaya d'Oran. A ce titre, l'assiette récupérée au niveau du bidonville de Sidi El Bachir a été consacrée à la projection

de ce programme de logements. En effet, les autorités locales qui ont récupéré une importante assiette foncière à l'issue de l'éradication du bidonville ont décidé d'exploiter le terrain pour la réalisation de logements sociaux dans le cadre des dispositions prises par l'ex-wali d'Oran pour l'éradication de l'habitat précaire.

A l'issue du relogement de plus de 1.600 familles il y a trois années, un site d'habitat précaire a été éradiqué après une vaste opération de démolition lancée au lendemain des relogements. Concernant l'assiette récupérée, l'ex-wali d'Oran a ordonné le lancement du déblaiement et

terrassement avant la pose d'une clôture. Le terrain devait initialement être consacré à la réalisation d'un programme de logements LPA. Il y a lieu de signaler qu'au lendemain de l'attribution de 1.600 logements sociaux au profit des familles du bidonville de Sidi El Bachir, les responsables de la wilaya d'Oran et de la daïra de Bir El Djir ont entamé une vaste opération pour la démolition de plus de 600 constructions illicites érigées sur plus d'une dizaine d'hectares. L'ex-wali d'Oran a insisté auprès des responsables de la daïra et de la commune de Bir El Djir pour l'éradication totale de ce bidonville.

## L'infertilité masculine en progression Un enjeu sanitaire sous-estimé

J. Boukraa

Le problème de l'infertilité chez les hommes connaît une progression, notamment dans la wilaya d'Oran, où les spécialistes estiment que 10 à 15% de la population masculine souffre actuellement de troubles liés à la fertilité. Ce constat a été mis en lumière lors d'une journée de sensibilisation organisée à l'occasion de la Journée mondiale de la population, célébrée chaque 11 juillet, sous le thème : «Permettre aux jeunes de fonder la famille qu'ils souhaitent dans une Algérie prospère et pleine d'espoir». Le Dr Mikhatr Ali, spécialiste en andrologie et en procréation médicalement assistée à l'EHU 1<sup>er</sup> Novembre, a affirmé que l'infertilité masculine est en nette augmentation, en grande partie à cause de facteurs évitables. Il a souligné l'importance du dépistage précoce et de la prévention, appelant les jeunes à adopter des comportements sains afin de préserver leur fertilité. Le traitement, selon lui, repose d'abord sur l'élimination des causes nocives, puis sur une prise en charge thérapeutique appropriée. En cas d'échec des traitements classiques, les couples peuvent recourir aux techniques de procréation médicalement assistée (PMA) telles que l'insémination artificielle ou la fécon-

dation in vitro (FIV).

Le Dr Mikhatr a également mis en avant l'expérience algérienne dans ce domaine, notamment à travers sa participation à plusieurs congrès scientifiques internationaux aux États-Unis, où il a présenté des études publiées dans des revues médicales spécialisées. En effet, dans le cadre de cette journée, l'EHU « 1<sup>er</sup> Novembre 1954 » a pris part à l'événement organisé à la place El Maghreb, au centre-ville d'Oran, à l'initiative de la Direction de la santé et de la population de la wilaya. L'hôpital a participé à travers un stand dédié à l'Unité de Procréation Médicalement Assistée (PMA), relevant du service de gynécologie-obstétrique, avec pour objectif de sensibiliser la population sur les questions de fertilité, d'infertilité et de santé reproductive.

La biologiste Wassila Mohand Arab, spécialiste de l'infertilité, a expliqué que l'unité PMA regroupe une équipe pluridisciplinaire qui diagnostique les problèmes de fertilité, prescrit les traitements adéquats et recourt à la FIV lorsque cela est nécessaire. Elle a insisté sur la nécessité de préserver la fertilité dès le plus jeune âge, en particulier chez les jeunes atteints de cancer ou de lésions médullaires, en les orientant vers les centres PMA pour la congélation du sperme avant trai-

tements lourds, leur offrant ainsi la possibilité d'avoir des enfants après guérison. Elle a ajouté que l'objectif principal de la participation à cette campagne est de préserver la fertilité chez les jeunes dès un âge précoce, en les sensibilisant aux facteurs de risque susceptibles d'altérer la fertilité masculine. Parmi ces facteurs figurent le tabagisme, la consommation de drogues et d'alcool, l'obésité, la sédentarité prolongée, ainsi que certaines maladies chroniques. À cela s'ajoutent les infections sexuellement transmissibles, telles que le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) et l'hépatite.

Elle a également souligné l'importance d'orienter les jeunes atteints de cancer, ou ceux souffrant de lésions de la moelle épinière, vers les centres d'aide médicale à la procréation (PMA), qui offrent des services de congélation du sperme avant le début des traitements de chimiothérapie ou de radiothérapie, leur permettant ainsi d'envisager une future parentalité une fois le traitement terminé. Elle a également mentionné les recherches avancées menées au sein de l'unité, incluant des tests de pointe tels que le test de fragmentation de l'ADN, le test de condensation de la chromatine et le test d'oxydation, permettant une analyse approfondie des causes de l'infertilité.



## Mascara

## Un nouvel apport pour l'eau potable

Le projet de renforcement de l'approvisionnement de la ville de Mascara en eau potable, à hauteur de plus de 5.000 mètres cubes par jour, à partir de deux forages artésiens, a été mis en service, samedi.

L'opération, supervisée par le wali de Mascara, Fouad Aïssi, a consisté à forer et équiper deux puits artésiens d'une profondeur de 320 et 330 mètres dans la commune de Tizi, indique-t-on.

Le projet a mobilisé un budget d'environ 80 millions DA, financé dans le cadre du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales (FGSCL).

D'après les explications du directeur des Ressources en eau,

Abdelaziz Tayeb, "ces puits permettent un débit de pompage de 30 litres par seconde, soit une capacité de mobilisation quotidienne de 5.184 mètres cubes d'eau potable".

Par ailleurs, le wali a annoncé, dans une déclaration à la presse en marge de cette cérémonie, la mise en service, dès la semaine prochaine, d'un autre forage dans la zone de "Daâdoua", relevant de la commune de Mascara, devant contribuer à améliorer l'approvisionnement en eau potable de la population du chef-lieu de wilaya.

Il a également indiqué que des travaux de forage d'un nouveau puits démarreront, prochainement dans la commune d'El Bordj, pour renforcer l'alimentation en eau potable de cette collectivité locale.

Le même responsable a également fait savoir que des projets seront bientôt inscrits pour améliorer l'approvisionnement en eau potable dans les communes de Sig et Mohammadia.

Par ailleurs, et dans le but d'éliminer les perturbations enregistrées dans l'alimentation en eau potable, des travaux majeurs de réparation ont été lancés, récemment, sur la conduite d'amenée du système de transfert Mostaganem-Arzew-Oran (MAO), sous la supervision de l'unité de l'Algérienne des Eaux (ADE), a fait savoir le wali.

## Tiaret

## L'alimentation en eau renforcée dans 2 communes



Deux projets visant à renforcer le réseau d'alimentation en eau potable dans les communes de Boughara et Rechaïga, situées dans la wilaya déléguée de Ksar Chellala, ont été récemment mis en service, selon Laïd Aïssani, directeur des ressources en eau.

Le premier projet concerne le renouvellement du réseau d'eau potable à Boughara, avec le remplacement de canalisations

sur 10 km dans les anciens quartiers, ce qui a permis de supprimer les fuites, de remplacer les conduites vétustes et de raccorder 600 logements au réseau. Le coût du projet est estimé à 39,1 millions de dinars.

Dans la commune avoisinante de Rechaïga, un réservoir d'une capacité de 1.000 mètres cubes a été réalisé et relié à deux forages profonds préalablement creusés et équipés. Le réseau de

raccordement s'étend sur 2,5 km, tandis que le réservoir est également relié à trois autres réservoirs de la commune via un réseau de 5,5 km.

Ce projet, qui a coûté environ 96 millions de dinars, a été réalisé dans le cadre du programme sectoriel de l'année écoulée. Il permet, aujourd'hui, de fournir 3.400 mètres cubes d'eau potable par jour aux habitants de la commune, selon M. Aïssani.

## Bordj Badji-Mokhtar

## L'hôpital Tati-Ghali doté de nouveaux équipements

L'hôpital mixte Tati-Ghali de Bordj Badji-Mokhtar s'est doté de nouveaux équipements destinés à ses différents services, en vue de moderniser ses structures, promouvoir le service public et assurer des prestations de qualité aux malades, a-t-on appris samedi auprès de la direction locale de la Santé et de la Population (DSP).

Plusieurs appareils destinés aux services de radiologie, de cardiologie et de maladies respiratoires ont été acquis, dont un numériseur, un appareil de mesure ambulatoire de la pression artérielle (MAPA), un appareil de ventilation en pression positive

continue (CPAP), un appareil d'exploration fonctionnelle respiratoire (EFR), ainsi que des appareils d'analyse de sang, a précisé le DSP, Mohamed Zakaria Nouis.

L'établissement hospitalier a aussi acquis plusieurs autres équipements et fournitures, dont des tables de consultation et diagnostique, un bistouri électrique, des ambulances, des lits d'enfants, des équipements d'analyses automatiques, des consommables de laboratoire, et des produits d'hygiène médicale, a-t-il ajouté. Le service des urgences médico-chirurgicales a été renforcé par des outils divers, tels que les chaises de prise de sang, des autoclaves et des appareils de destruction des aiguilles d'injection médicale, pour le tri et le traitement des déchets hospitaliers.

Auparavant, l'hôpital avait bénéficié de plusieurs structures et équipements, dont trois (3) logements équipés pour les praticiens spécialistes activant dans le cadre du service civil, cinquante (50) climatiseurs pour les services hospitaliers et les urgences, une morgue et une table d'autopsie, ainsi qu'un groupe électrogène, selon le même responsable.

## Sidi Bel-Abbès

## Forte affluence au parc de loisirs «Tessala Land»

Le parc de loisirs "Tessala Land", récemment inauguré au niveau du lac Sidi M'hamed Benali, connaît une forte affluence de visiteurs, notamment des familles provenant de différentes communes de la wilaya, a-t-on constaté sur place.

Ce nouvel espace récréatif, ouvert dans le cadre du programme mis en place par les services de la wilaya de Sidi Bel-Abbès à l'occasion de la célébration du 63e anniversaire du recouvrement de la souveraineté nationale, attire un grand nombre de citoyens, notamment durant les week-ends.

Le wali de Sidi Bel-Abbès, Kamel Hadji, a souligné, lors de l'inauguration du parc, l'importance de ce site dans le renforcement des infrastructures touristiques et de loisirs au niveau de la wilaya. Il a précisé que ce projet s'inscrit dans la stratégie nationale visant à valoriser les ressources naturelles et environnementales et à les transformer en leviers de développement local.

De son côté, la directrice de l'environnement de la wilaya, Safia Djaber, a expliqué que la création de "Tessala Land" au niveau du lac s'inscrit dans une vision écologique durable visant à valoriser les zones humides d'intérêt écologique. Elle a souligné que ce lac est appelé à jouer un rôle impor-

tant dans les projets de sensibilisation à l'environnement et de tourisme écologique.

Pour sa part, Zouaoui Lagraâ, chef de service à l'établissement public de gestion urbaine de la wilaya, a indiqué que le parc a été aménagé selon des normes environnementales strictes assurant la protection de la biodiversité locale. Il a ajouté que le site comprend des espaces verts, des jeux pour enfants, des aires de repos, des points d'observation environnementale, ainsi que 14 locaux de services. Des équipes de maintenance et d'accompagnement assurent un encadrement quotidien pour garantir le confort des visiteurs et la préservation de l'environnement.

De nombreux citoyens se sont dits satisfaits de l'ouverture de ce site naturel enchanteur, saluant la beauté et l'organisation du lieu, ainsi que son rôle dans la dynamisation du tourisme local, en particulier durant la saison estivale.

A noter que le lac de Sidi M'hamed Benali fait partie des sites naturels les plus attrayants de la région. Ces dernières années, il a bénéficié d'un intérêt croissant de la part des autorités locales pour son aménagement et sa valorisation à des fins touristiques et écologiques durables.

## Un réseau de trafic de drogue démantelé

Les services de la sûreté de la wilaya de Sidi Bel-Abbès ont réussi à démanteler un réseau criminel organisé et à arrêter ses quatre membres, qui opéraient dans l'Ouest du pays, tout en procédant à la saisie d'environ 108 kg de kif traité en provenance du Maroc, a indiqué la cellule de communication de la Sûreté de wilaya.

Selon la même source, les éléments de la brigade mobile de la police judiciaire de Sidi Bel-Abbès ont exploité des informations faisant état de l'existence d'un dangereux réseau criminel s'appuyant à inonder la ville de Sidi Bel-Abbès avec d'importantes quantités de drogue (kif traité). Une opération sécuritaire

re a alors été mise en place, permettant l'arrestation rapide des suspects à bord de deux véhicules.

Lors de cette opération, environ 108 kg de kif traité, soigneusement dissimulés à bord d'un véhicule utilitaire, ont été saisis, ainsi qu'une somme d'argent estimée à 2,59 millions de dinars, considérée comme produit de leurs activités criminelles.

Les suspects ont été présentés devant le procureur de la République près le pôle pénal spécialisé du tribunal d'Oran, pour répondre des accusations de constitution d'un réseau criminel international organisé, spécialisé dans le trafic et la contrebande internationale de drogues, a-t-on indiqué.

## Tindouf

## Remédier aux opérations de forage infructueuses

Les services agricoles de la wilaya de Tindouf intensifient les opérations de fonçage de puits pour soutenir les activités agricoles et d'élevage, selon les responsables locaux du secteur. Dans ce cadre, quatre (4) forages sont actuellement en phase de réalisation, deux (2) dans la zone de Touiref Bouaam et deux (2) à Hassi-Khebbi, en plus du lancement prochain de dix (10) puits pastoraux, a révélé le directeur des services agricoles (DSA), Abdelkrim Azoui.

Le même responsable relève, cependant, une problématique de terrain, liée parfois aux opérations de forage infructueuses ou aux puits à faible débit, entraînant une contrainte de coût et de rentabilisation des projets.

Pour cela, poursuit-il, le secteur travaille actuellement sur les voies et moyens de remédier à cette situation, à travers des études techniques approfondies avant d'entamer tout forage, en plus de la signature d'une

convention avec l'Université pour la réalisation d'études techniques susceptibles d'assurer au moins 80% de chance de succès des opérations de forage, en terme de disponibilité de l'eau à des débits acceptables.

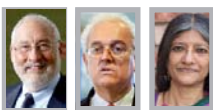
Les services agricoles de la wilaya poursuivent leurs efforts visant la valorisation de la richesse animale et sa préservation, conformément aux orientations du ministère de tutelle, à travers l'accompagnement des éleveurs, la disponibilité de l'eau et des moyens de soutien à l'activité, tels que l'orge, ainsi que la recherche de solutions alternatives à l'instar de la création de coopératives spécialisées dans l'élevage, a ajouté M. Azoui.

Le DSA a mis l'accent, par ailleurs, sur l'adoption de programmes intégrés sur des bases scientifiques et organisationnelles claires, de sorte à « conférer une plus grande efficacité à la gestion du secteur et le développement des capacités de production des éleveurs ».



# Une victoire fiscale des multinationales sur les citoyens

**NEW YORK –** *Le Trésor américain vient de conclure un accord avec les pays du G7, en vertu duquel l'impôt mondial minimum, sur lequel les parties s'étaient pourtant entendues, ne s'appliquera pas aux entreprises américaines. Les gouvernements du G7 ont cédé à l'intense pression exercée par le président Donald Trump et le lobbying des multinationales à Washington, Londres, Bruxelles et ailleurs – de la même manière que l'Inde, et désormais le Canada malheureusement, se sont inclinés en matière de fiscalité du numérique.*



PAR JOSEPH E. STIGLITZ<sup>1</sup>,  
JOSÉ ANTONIO OCAMPO<sup>2</sup>  
ET JAYATI GHOSH<sup>3</sup>

1. Lauréat du prix Nobel d'économie
2. Ancien sous-secrétaire général des Nations Unies
3. Jayati Ghosh, professeure d'économie à l'Université du Massachusetts d'Amherst

Il y a plusieurs années, la communauté internationale avait admis que de trop nombreuses entreprises mondiales ne s'acquittaient pas de leur juste part d'impôts, et que certaines n'en payaient pas dans les pays au sein desquels ces sociétés exerçaient pourtant des activités. L'accord complexe qui a résulté de ce constat en 2021, au sein du Cadre inclusif OCDE/G20 sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices, comportait deux piliers ; seul le deuxième pilier, un impôt mondial minimum sur les sociétés, a été adopté. (Le premier, qui consistait à répartir les droits d'imposition entre les pays, a suscité l'opposition des pays en voie de développement et des États-Unis.)

Alors qu'un consensus mondial existait concernant la nécessité de cet impôt minimum, le point de vue américain adopté durant le premier mandat présidentiel de Trump était différent de celui du reste du monde, moins rigoureux, et consistait à considérer que les multinationales «compensaient» ce qu'elles ne payaient pas dans les paradis fiscaux en s'acquittant d'un «supplément» aux États-Unis ou dans d'autres juridictions à fiscalité élevée.

Certes encore imparfait, le Pilier 2 constituait au moins une première tentative en direction d'un taux d'imposition minimum de 15% sur les bénéfices des multinationales partout à travers le monde, une étape cruciale pour mettre fin à une concurrence fiscale dommageable entre les pays.

Certaines exceptions et exemptions sont bien entendu intervenues, qui ont fait baisser le taux effectif un peu en dessous de 15%. Le taux de 15% était par ailleurs déjà inférieur au taux imposé par de nombreux pays en voie de développement ; il aurait dû être plus élevé, et les exemptions moins nombreuses. Pour autant, le

Pilier 2 mettait un terme à une course vers le bas, dans laquelle les États appliquaient des taux d'imposition plus faibles pour attirer les entreprises dans leur juridiction. Pour le monde dans son ensemble, cette course n'aboutissait qu'à peu de nouveaux investissements ; les vrais gagnants étaient les riches sociétés qui empochaient des économies réalisées en ne payant quasiment pas d'impôts dans certains pays.

Malheureusement, les gouvernements du G7 ont une fois de plus décidé de faire primer les intérêts des multinationales sur ceux des pays en voie de développement, des petites et moyennes entreprises (qui ne sont pas en mesure d'user des combines que les multinationales maîtrisent de manière si profitable), ainsi que de leurs propres citoyens – qui paieront par conséquent davantage d'impôts. En exemptant les multinationales américaines du Pilier 2, cet accord permettra à certaines d'entre elles de continuer de bénéficier d'un taux d'imposition nul ou quasi nul sur les bénéfices qu'elles enregistrent dans des juridictions à faible taux d'imposition ou dans des paradis fiscaux tels que Porto Rico et les îles Caïmans. Ce passe-droit les rendra plus compétitives que les multinationales non américaines. Les sociétés multinationales modernes étant prêtes à relocaliser leur siège là où elles bénéficient de la fiscalité la plus favorable (et d'autres avantages), pendant que l'activité économique réelle se déroule ailleurs, le fait d'accorder aux sociétés américaines un traitement privilégié incite les entreprises à déplacer leur siège aux États-Unis – un triste exemple supplémentaire de nivellement par le bas.

En cédant aux exigences des États-Unis, l'accord du G7 risque de compromettre la mise en œuvre de l'impôt minimum à l'échelle mondiale, et fait apparaître comme une farce l'inclusivité du soi-disant Cadre inclusif OCDE/G20. Ce nouveau cadre mondial avait été présenté comme le fruit du travail collaboratif de plus de 140 pays. De nombreux pays en voie de développement parlaient pourtant d'un accord injuste à leur égard, et déploraient que les puissants États ne tiennent pas compte de leurs préoccupations. Le masque

est désormais tombé, et il est aujourd'hui demandé aux pays extérieurs au G7, dont plusieurs dizaines de marchés émergents et de pays en voie de développement, d'entériner une décision qui leur est imposée par un seul État.

Il est nécessaire de renforcer le Pilier 2, pas de le vider de sa substance. Il ne s'applique actuellement qu'aux grandes multinationales (dont le chiffre d'affaires mondial est égal ou supérieur à 750 millions \*), et le taux de l'impôt mondial minimum de 15% reste très peu élevé. La Commission indépendante pour la réforme de l'impôt international sur les sociétés a toujours préconisé un taux minimum d'au moins 25%.

Selon certaines estimations, l'impôt minimum constitutif du Pilier 2 aurait généré chaque année entre 155 et 192 milliards \$ de recettes supplémentaires d'imposition des sociétés au niveau mondial. Quant au taux minimum de 25%, il pourrait générer plus de 500 milliards \$ de recettes supplémentaires chaque année. Dans un monde confronté aux crises convergentes de l'inégalité, du changement climatique et du sous-financement des services publics, il est fiscalement irresponsable et moralement inacceptable que des ressources aussi substantielles ne soient pas exploitées.

Le Pilier 2 constituait un point de départ, un niveau plancher mondial en matière d'impôt sur les sociétés, qui aurait pu freiner la course vers le bas, et rétablir un certain degré de justice fiscale. La décision du G7 de laisser les multinationales américaines s'en tirer à bon compte vient fragiliser ce modeste plancher, et adresse un mauvais message au reste du monde.

Il y a seulement deux semaines, aux Nations unies, un consensus mondial s'était dégagé sur la nécessité de renforcer la coopération fiscale internationale, de mettre en œuvre des systèmes progressifs d'imposition, et une large majorité d'États avait voté en faveur des négociations en cours pour une convention-cadre des Nations Unies sur la coopération fiscale internationale. Le gouvernement américain s'est néanmoins retiré des négociations à l'ONU, déclarant que les objectifs de la convention proposée par l'organisation étaient «incompatibles avec les priorités des États-Unis»,

et qu'ils constituaient «une ingérence malvenue».

Lors de l'adoption du «Compromis de Sevilla», document final de la quatrième Conférence internationale des Nations Unies sur le financement du développement (FfD4) qui s'est tenue cette semaine, les États-Unis étaient le seul grand pays absent. Le fait de permettre à l'Amérique de contourner les règles déjà peu strictes du Pilier 2 met non seulement à mal le multilatéralisme, mais s'inscrit également à l'encontre des engagements qui ont été pris, et aggrave encore davantage l'inégalité de la gouvernance mondiale en matière fiscale. Les membres du Cadre inclusif OCDE/G20 doivent rejeter l'accord conclu au G7. Les États-Unis ne sauraient être autorisés à dicter la politique mondiale. Certes puissant, ce pays représente aujourd'hui moins de 20% du PIB mondial.

Un choix se présente aux États réunis à Séville à l'occasion de la FfD4 : accepter que les États-Unis mettent à mal chaque démarche visant à faire en sorte que les multinationales payent leur juste contribution, ou redoubler d'efforts pour créer, au sein des Nations Unies, un nouveau système fiscal international qui fonctionne pour tous. Dans l'intérêt de l'économie mondiale et des populations de la planète entière, c'est cette seconde option qui doit l'emporter.

1. *Economiste en chef de la Banque mondiale, et président du Comité des conseillers économiques du président des États-Unis. Professeur à l'Université de Columbia, il est l'auteur d'un récent ouvrage intitulé The Road to Freedom: Economics and the Good Society The Road to Freedom: Economics and the Good Society (W. W. Norton & Company, Allen Lane, 2024).*
2. *Ancien ministre des Finances et du Crédit public de la Colombie, est professeur à l'Université de Columbia, membre du Comité des politiques de développement de l'ONU, et membre de la Commission indépendante pour la réforme de l'impôt international sur les sociétés. Il est l'auteur de l'ouvrage intitulé Resetting the International Monetary (Non)System (Oxford University Press, 2017).*
3. *Membre de la Transformational Economics Commission du Club de Rome, et coprésidente de la Commission indépendante pour la réforme de l'impôt international sur les sociétés.*

## Le travail n'est pas le bien-être



PAR ADANNA CHUKWUMA

Directrice principale de la mesure de l'impact mondial chez Visa, est membre du projet OpEd et d'Equality Now.

Ma rémunération était variable, payée en espèces lorsque l'entreprise faisait «suffisamment de bénéfices». Elle couvrait à peine mes frais de subsistance et les avantages sociaux, qu'il s'agisse des soins de santé ou des congés de maladie, n'étaient pas inclus. Cet emploi m'a beaucoup appris. Mais la leçon la plus importante est peut-être que le travail ne garantit pas le bien-être.

Pendant des décennies, les politiques et les programmes de développement ont traité le travail et le bien-être comme des synonymes. Bien que le modèle de bien-être centré sur le travail soit considéré comme inadéquat dans certains cas – par exemple, pour les personnes vivant avec un handicap – la question de savoir comment devenir financièrement sûr reçoit généralement une seule réponse : trouver un emploi. Et les initiatives de développement se sont souvent concentrées sur la facilitation de ce processus.

Il y a de bonnes raisons à cela. Un emploi peut être une source de dignité et de motivation. Il peut structurer la vie quotidienne, créer des liens avec la communauté et offrir des possibilités d'épanouissement personnel et de développement des compétences. Le plus important est peut-être qu'un emploi procure un revenu, ce qui est essentiel à la sécurité économique.

Comme je l'ai cependant constaté de visu dans ce cybercafé, de nombreux emplois sont trop mal payés pour offrir un semblant de prospérité, et

trop précaires pour assurer une stabilité financière. Alors que le taux de chômage mondial se situe à un niveau historiquement bas de 5%, plus de deux milliards de travailleurs dans le monde restent en situation d'insécurité financière.

En 2021, la Banque mondiale a constaté que 63% des adultes des économies en développement se disaient «très inquiets» au sujet d'une ou plusieurs dépenses financières courantes, et que 45% d'entre eux déclaraient qu'ils ne seraient pas en mesure d'obtenir des fonds supplémentaires pour couvrir une dépense imprévue importante dans un délai de 30 jours. La situation n'est guère meilleure dans les pays à revenu élevé. Aux États-Unis, 59% des personnes n'ont pas assez d'économies pour couvrir une dépense d'urgence imprévue de 1 000 dollars. Les 60% de ménages américains les plus pauvres n'ont pas les moyens d'avoir une «qualité de vie minimale». Ce problème est appelé à s'aggraver. Qu'il s'agisse de conflits violents ou de perturbations technologiques, les chocs majeurs deviennent si fréquents et si graves qu'aucun emploi – même bon – n'offre de véritable sécurité. Parallèlement, l'inflation érode le pouvoir d'achat, en particulier celui des ménages aux revenus les plus faibles, dans de nombreuses régions du monde, ce qui compromet la résilience financière.

Pour aggraver la situation, de nombreux pays sont confrontés à un vieillissement rapide de leur population, ce qui signifie que moins d'adultes en âge de travailler doivent subvenir aux besoins d'un plus grand nombre de retraités. Les régimes de retraite traditionnels axés sur l'emploi devraient

s'effondrer lorsque plus d'un quart de la population aura dépassé l'âge de travailler. Ce seuil sera franchi au niveau mondial en 2030.

Les décideurs politiques et la communauté du développement sont désormais confrontés à un choix urgent : soit regarder le fossé entre le travail et le bien-être continuer à se creuser, soit revoir notre approche, afin qu'elle se concentre non pas sur la maximisation de l'emploi, mais sur l'instauration d'un bien-être financier universel. Cela signifie que chacun peut couvrir ses frais de subsistance de manière fiable et épargner suffisamment pour faire face à la plupart des chocs sans avoir recours à des emprunts coûteux.

Les interventions efficaces comprendraient des politiques du travail qui garantissent des revenus adéquats et des prestations transférables, même pour les travailleurs occasionnels et informels ; des stabilisateurs automatiques, tels que l'assurance chômage et les allocations familiales ; et des programmes d'épargne accessibles, voire obligatoires. En outre, des campagnes d'éducation peuvent améliorer la capacité des gens à prendre de bonnes décisions financières.

Certaines de ces interventions existent déjà. Le Fonds central de prévoyance de Singapour favorise la sécurité financière à long terme en aidant les citoyens à accumuler de l'épargne en vue d'un large éventail d'objectifs, notamment la retraite, l'accès à la propriété et les soins de santé. Le programme KiwiSaver de Nouvelle-Zélande, un programme volontaire axé sur l'épargne-retraite, a montré que l'inscription automatique augmentait considérablement son impact. La garantie pour

l'enfant de l'Union européenne permet aux enfants dans le besoin d'accéder à des services essentiels, ce qui allège la pression financière sur les familles.

D'autres initiatives de ce type sont en cours de développement. Aux États-Unis, la proposition de loi sur le programme pilote de prestations transférables pour les travailleurs indépendants (Portable Benefits for Independent Workers Pilot Program Act) permettrait de tester des modèles de prestations pour les travailleurs itinérants. Si nous voulons construire un monde dans lequel chaque personne est à l'abri de ses problèmes financiers actuels et futurs, il reste cependant encore beaucoup à faire.

Les critiques pourraient faire valoir que dissocier le bien-être du travail réduirait l'incitation des gens à participer au marché du travail. L'expérience a toutefois montré que lorsque les gens jouissent d'une sécurité financière, ils prennent de meilleures décisions en matière d'emploi, investissent dans l'éducation, prennent des risques entrepreneuriaux et contribuent de manière plus productive à l'économie. Le coût du maintien du statu quo – sous la forme d'une perte de productivité, d'une augmentation des dépenses de santé et d'interventions d'urgence en cas de crise – éclipse celui de l'investissement dans le bien-être financier universel. J'ai la chance de ne plus avoir un emploi qui n'offre pas d'avantages sociaux ou de revenus suffisants pour épargner. Cela ne devrait toutefois pas être une question de chance. Tout le monde mérite un bien-être financier de base et, ce qui est peut-être plus important, nous avons les moyens de l'assurer.



# La pollution de l'information compromet les progrès en matière de climat

PAR LILI FUHR<sup>1</sup> ET  
STEPHANIE HANKEY<sup>2</sup>

1. Directrice du programme sur l'économie fossile au Centre pour le droit international de l'environnement.  
2. Cofondatrice et codirectrice de Tactical Tech, est professeur invité à la FHP- Université des sciences appliquées de Potsdam et rédactrice en chef de Digital Influence and Climate Playbook (septembre 2025).

Pendant des années, les défenseurs du climat ont cru qu'une fois que l'impact direct du changement climatique deviendrait indéniable – pas seulement dans le Sud global, mais partout – la pression populaire en faveur d'une action politique et corporative monterait en flèche. En effet, les sondages montrent un soutien massif de l'opinion publique en faveur de mesures climatiques audacieuses. Maintenant que ce moment tant attendu est arrivé, un défi tout aussi urgent est apparu : l'écosystème de l'information sur lequel nous nous appuyons pour comprendre le monde est devenu dangereusement pollué. La métaphore de la pollution est appropriée car elle rend compte de la nature chaotique et toxique du paysage de l'information d'aujourd'hui, contrôlé par une poignée d'entreprises puissantes qui marchandisent l'attention et inondent nos fils d'actualité avec de la «bouillie IA» : un contenu de mauvaise qualité généré par des machines et conçu pour induire en erreur, distraire et déformer. Cela n'est nullement plus évident que dans le débat sur le changement climatique. Si la désinformation sur le climat est depuis longtemps un sujet de préoccupation, se transformant souvent en véritables théories du complot, la situation s'est tellement détériorée que le terme «désinformation» ne reflète plus l'ampleur, la complexité ou l'urgence de la menace, et indique encore moins des solutions potentielles.

Il est souvent dit que les technologies nécessaires à la lutte contre le changement climatique existent déjà, et que ce qui manque, c'est la volonté politique de les déployer. Si la technologie peut être présentée comme la

**BERLIN –** La dévastation causée par les inondations soudaines de 2024 à Valence, en Espagne, était si surréaliste que certaines images ont suscité un débat mondial sur leur authenticité. À une époque où la technologie de l'intelligence artificielle permet de produire des faux hyperréalistes, les photos montrant des voitures empilées de manière désordonnée dans des rues étroites et remplies de boue semblaient presque trop choquantes pour être vraies. Tragiquement, ces images étaient bien réelles.

clé de la résolution de la crise, elle est toutefois également utilisée pour ralentir l'élan nécessaire pour y faire face. Les oligarques de la technologie, qui ont des liens étroits avec les gouvernements et des intérêts financiers particuliers, contrôlent les plateformes qui façonnent l'opinion publique – de X (anciennement Twitter) d'Elon Musk au Washington Post de Jeff Bezos – ce qui leur permet d'influencer non seulement la politique environnementale, mais aussi la conversation à ce sujet.

L'IA accélérant la crise mondiale de l'information, les questions climatiques sont de plus en plus au cœur des guerres culturelles. Ce phénomène est alimenté par les courtiers en données qui traitent les opinions des utilisateurs sur le changement climatique comme des indicateurs d'identité politique, renforçant ainsi les chambres d'écho et accentuant la polarisation au service de la vente de publicités ciblées. Pendant la saison des ouragans dans l'Atlantique en 2024, le contenu généré par les utilisateurs sur Instagram et TikTok est passé de la documentation des destructions à l'amplification des théories du complot sur les manipulations météorologiques et les projets secrets de géo-ingénierie, attisant la peur et désabillant un environnement d'information déjà fragile. Une dynamique similaire a été observée lors des récentes pannes d'électricité en Espagne et au Portugal, où des récits trompeurs blâmant les sources d'énergie renouvelables se sont rapidement répandues avant qu'une enquête officielle ne puisse déterminer la cause. Ces rumeurs conduisent souvent à des menaces et au harcèlement de scientifiques et de militants, ce qui a pour effet de refroidir la recherche et les actions de sensibilisation, alors même que le soutien de

l'opinion publique à l'action climatique reste fort. Certes, la rhétorique opposée à l'action climatique émane principalement d'une minorité bruyante. Mais il est amplifié par un environnement médiatique qui se nourrit de l'indignation. Pire encore, la convergence d'intérêts entre les idéologues d'extrême droite, les grandes entreprises technologiques et les grandes sociétés pétrolières – qui profitent toutes du chaos climatique, de la pollution de l'information et de l'instabilité politique – contribue à l'essor des «technologies sales» et accélère l'érosion de la démocratie et de l'État de droit.

Aux États-Unis, la proximité croissante du secteur technologique avec les politiques d'extrême droite a mis en lumière le rôle des plateformes qui façonnent le discours public et, par extension, l'avenir de l'action climatique. Les groupes de la société civile qui se concentrent sur les droits numériques et la défense de la démocratie s'attaquent à ces questions depuis des années. Cependant, à l'instar des microplastiques, le problème s'est fragmenté en d'innombrables petits morceaux, ce qui le rend beaucoup plus difficile à contenir.

Comme le pouvoir étant concentré entre les mains de ceux qui profitent de la pollution de l'information, on peut avoir l'impression d'être dans une impasse. Aussi désorientant que puisse être l'écosystème des médias sociaux d'aujourd'hui, les sources – tout comme celles de la pollution de l'environnement – peuvent toutefois être identifiées, ce qui permet de rendre des comptes. Le nouveau règlement numérique de l'Europe, qui comprend une législation récente sur les services numériques, la concurrence, la protection des données et l'IA, ainsi que la proposition récente d'un «bouclier démocratique européen» pour contrer l'interfé-

rence des informations étrangères, sont des premières étapes essentielles pour traiter les effets systémiques de la désinformation et l'impact des modèles d'entreprise des grandes entreprises technologiques sur le débat public.

Toutefois, l'efficacité de ces réglementations reste à démontrer et, comme leur application s'arrête actuellement aux frontières de l'Europe, d'autres mesures s'imposent. La démonétisation de la désinformation climatique et l'application du principe du «pollueur-payeur» au domaine numérique pourraient aider à tenir les entreprises technologiques et les annonceurs responsables des dommages qu'ils infligent à l'écosystème de l'information climatique.

Protéger la liberté d'expression signifie défendre à la fois le droit de s'exprimer librement et le droit de recevoir des informations exactes et non déformées. Si nous ne nous attaquons pas de front à la pollution de l'information, nous risquons non seulement de retarder les progrès en matière de climat, mais aussi de les inverser complètement.

Cela dit, les bonnes informations ne s'imposent pas d'elles-mêmes. Les personnes qui luttent contre le changement climatique et résistent aux solutions techniques spéculatives comme la géo-ingénierie ne peuvent plus se contenter d'atteindre un public plus large ou d'affiner leur message. Au lieu de cela, les défenseurs du climat doivent unir leurs forces à celles des défenseurs de la démocratie numérique pour remettre en question les modèles commerciaux fondés sur les algorithmes qui alimentent les crises jumelles du dérèglement climatique et de la pollution de l'information. Les conséquences de ces crises convergentes commencent à peine à émerger, mais en l'absence d'une action concertée, le pire est à craindre.

## Achever ce que le monde a commencé lors de la Conférence des Nations Unies sur les océans



PAR JOHN F. KERRY

A été Secrétaire d'État américain et envoyé spécial du président des États-Unis pour le climat.

Dans un contexte d'incertitude mondiale et d'interrogations sur la capacité des processus multilatéraux à produire des résultats, les États représentés à Nice se sont montrés largement unis autour de la nécessité d'apporter une réponse plus ambitieuse aux défis auxquels nos océans sont confrontés. Il ne s'agit pour autant que d'une première étape. Nous devons accomplir beaucoup plus d'ici la COP30, si nous entendons sauver à temps ce bien commun planétaire indispensable à la vie.

Parmi les résultats à célébrer, le Traité pour la protection de la haute mer progresse remarquablement. Ce texte ayant été ratifié à Nice par 19 États, et une dizaine d'autres s'étant engagés à le faire, nous sommes désormais en bonne voie pour que cet accord mondial historique entre en vigueur d'ici le début de l'année 2026, ce qui permettra la création de zones marines protégées en haute mer, remédiant ainsi à une lacune considérable en matière de gouvernance des océans.

L'accomplissement de l'objectif consistant à protéger au moins 30% de la surface océanique de la planète est impossible sans une sanctuarisation de vastes zones de haute mer, celle-ci représentant en effet deux tiers des océans et la moitié de la surface de notre planète. La mise en place d'une protection marine est particulièrement urgente dans les régions polaires, qui se situent en première li-

**NICE –** Alors que la troisième Conférence des Nations Unies sur les océans vient de prendre fin à Nice, nombreux sont les motifs de satisfaction, mais également les questions que le monde doit encore résoudre dans la perspective de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP30), qui se tiendra cette année à Belém, au Brésil.

gne de la crise climatique. La situation est désastreuse dans l'océan Austral, et impose que des mesures soient prises immédiatement pour faire avancer un certain nombre de propositions depuis trop longtemps au point mort en matière de protection de zones marines. Ces mesures permettront à la fois de préserver la capacité de contribution des océans à l'atténuation du changement climatique (par l'absorption de carbone) et d'accroître la résilience des espèces marines face au réchauffement des températures (notamment en éliminant les pressions exercées par la surpêche).

À Nice, plusieurs États ont par ailleurs annoncé d'importantes nouvelles protections marines dans leurs eaux nationales. La Polynésie française a ainsi dévoilé ce qui constituera le plus grand réseau mondial de zones protégées, sur près de cinq millions de kilomètres carrés. La conférence a également produit des avancées encourageantes en matière de lutte contre la pollution plastique et de limitation des pratiques de pêche les plus destructrices.

Aucune de ces avancées ne saurait pour autant être considérée comme un tournant en matière de protection des océans. Chacune s'inscrit davantage dans une évolution plus large : une marée montante d'ambitions plus exigeantes, qui doit encore parcourir du chemin.

Penchons-nous sur ce qu'il reste à accomplir. Premièrement, nous sommes encore loin du compte en termes de désignation et de mise en

œuvre de la protection marine. Même après Nice, 10% seulement des étendues marines sont aujourd'hui protégées dans une certaine mesure, bien en dessous du niveau de 30% que nous devons atteindre d'ici la fin de la décennie. Plus problématique encore, de nombreuses zones protégées ne le sont que sur le papier. Beaucoup auraient par exemple espéré qu'un grand défenseur de l'environnement tel que la France annonce une interdiction stricte du chalutage de fond dans ses zones protégées. Il est néanmoins encore temps pour davantage d'États de montrer l'exemple, notamment lors de la COP30. Deuxièmement, la question financière demeure problématique. Un écart considérable s'observe encore entre ce qui est promis et ce qui est fourni. Au niveau mondial, 1,2 milliard \$ seulement sont consacrés chaque année à la protection des océans, soit moins de 10% du montant nécessaire, alors même que les études démontrent que la protection de 30% des étendues marines d'ici 2030 pourrait créer 85 milliards \$ de valeur chaque année jusqu'en 2050. La réorientation des fonds alloués aux subventions à la pêche dans seulement dix États permettrait de combler le déficit de financement de la protection des océans. Les dépenses publiques doivent réhabiliter cette ressource essentielle, pas la fragiliser.

Troisièmement, le silence a été assourdissant à Nice en ce qui concerne notre addiction aux combustibles fossiles. Alors même que le monde s'est engagé il y a deux ans, lors de la COP28 de Dubaï, à «opérer une transi-

tion» loin des combustibles fossiles, cette question semble rouverte à chaque rassemblement multilatéral. La crise climatique constituant une menace existentielle pour toutes les formes de vie sur notre planète bleue, l'exploitation sans limite du pétrole et du gaz en mer s'inscrit à l'opposé de tous les objectifs que nous nous sommes fixés. Point positif néanmoins, le Blue NDC Challenge – lancé par le Brésil ainsi que la France, et soutenu par huit pays inauguraux – œuvre pour que des mesures relatives aux océans soient incluses dans les plans nationaux sur le climat.

La conférence de Nice doit devenir le tremplin d'une action plus ambitieuse pour les océans à Belém. La COP30 constitue l'événement idéal pour annoncer de nouvelles protections marines et de nouveaux financements des efforts de conservation dans les pays en voie de développement, ainsi que du renforcement de la résilience dans les États insulaires et côtiers vulnérables.

À la présidence de la COP30, et en tant que pays côtier, le Brésil a l'opportunité d'exploiter la dynamique amorcée à Nice pour intégrer la réponse mondiale face à une crise climatique et une crise océanique interconnectées. Nous avons le choix. Nous pouvons devenir la génération qui aura transformé les paroles en actes, ou nous pouvons laisser notre bien commun le plus important s'effondrer irrémédiablement. Il y a urgence en ce qui concerne les océans. Il est indispensable que la COP30 produise des résultats.

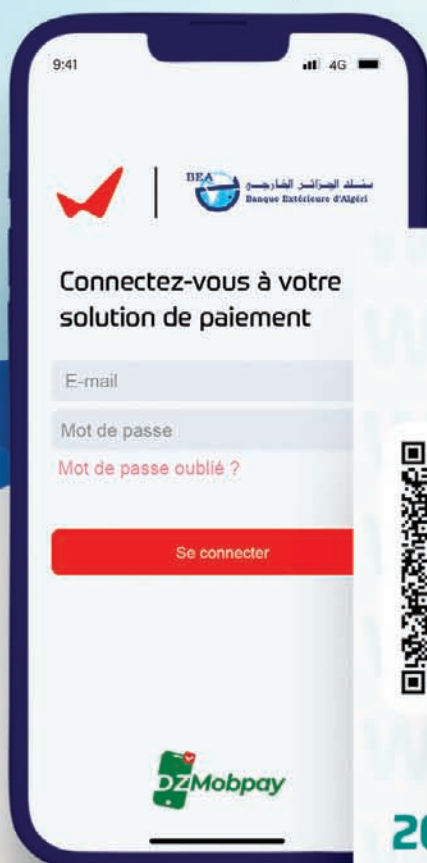


# Découvrez PAYFON, votre nouvelle solution de paiement mobile

## Fini le cash place au Scan Express



بنك الجزائر الخارجي  
Banque Extérieure d'Algérie



**Nouveaux**

► RAPIDE  
► SÉCURISÉ  
► ACCESSIBLE



www.bea.dz

ANEP N° 2516023153 Le Quotidien d'Oran 13/07/2025

=0=REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE=0=

-WILAYA D'EL BAYADH  
-DAIRA DE BOUGTOB  
-COMMUNE DE BOUGTOB  
-NIF/098432105064720

### AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERTE AVEC EXIGENCES DE CAPACITES MINIMALE N° 03 / 2025 - (3eme Troisième Foie)

Le président de l'assemblée populaire communale de bougtob lance un avis d'appel d'offres national Ouverte avec exigence de capacités minimale pour réaliser les projets suivants :

**Processus : Réalisation de L'aménagement Urbaine a la Rue Mohammedi Abdelnacer au Centre Ville de BOUGTOB**

Les entreprises ayant une qualification et classification catégorie minimale 05 ou plus activité principale en travaux publics comme activité principale et intéressés par le présent avis d'appel d'offres peuvent tirer le cahier des charges à partir de la date de première parution de présent avis dans les quotidiens nationaux ou BOMOP. Auprès de service comptabilité de l'APC contre paiement 7000.00 DA.

Les offres doivent être accompagnées des copies des documents conformes et en cours de validité :

- Le dossier de candidature :**
  - Attestation Solvabilité Bancaire + RIB
  - Déclaration de probité – déclaration de candidature-remplis, signé-paraphé et daté
  - Extrait de Rôle apuré ou Echeancier valide moins de 3 mois – NIF numéro d'identification fiscale
  - Reçu quittance retrait cahier d'charges .
  - NIF
  - Registre de commerce portant l'activité demandé
  - Attestations mise à jour CNAS-CASNOS-CACOBAT actualisés et valides
  - Déclaration annuelle des salaires DAS ou attestations d'affiliation valides
  - Cartes grises avec assurance-contrat de location –factures justifiées par PV huissier justice valides
  - Statut particulier ou protocole d'accord (sociétés par actions).
  - Attestations de dépôt des comptes sociaux pour sociétés délivrés par CNRC.
  - Bilan fiscal (chiffre d'affaires pour les trois dernières années).
- Offre technique :**
  - Mémoire technique justificatif (remplis-signé-paraphé-daté)
  - Déclaration à souscrire (remplis-signé-paraphé-daté)
  - Cahier des charges dument paraphés portant mention (LU et Accepté)
- Offre financière :**
  - Lettre de soumission (remplie-signé daté et paraphée)
  - Bordereaux des prix unitaires dument remplis-signé-paraphé et daté
  - Devis quantitatif et estimatif dument remplis et signé

(Les prix unitaires en lettres et chiffres doivent être claires et lisibles et ne contiennent pas des surcharges)  
Le dossier de candidature et les offres technique et financières doivent être remises dans 3 trois enveloppes séparées et introduites dans une enveloppe extérieure fermée cachetée anonyme et ne comprendre que la mention

À Monsieur le P / APC de Bougtob

\* A ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture et d'évaluation des offres \*

Avis d'appel d'offres nationale ouverte avec exigences de capacités minimale N° : 03 / 2025 (3eme Troisième Foie)

**Le processus de renforcement de l'espace urbain de la commune :**

- **Processus ; Réalisation de L'aménagement Urbaine a la Rue Mohammedi Abdelnacer au Centre Ville de BOUGTOB**
- La durée de préparation des offres est fixée à 15 jours à compter de la 1ere annonce et publication du présent avis.
- Et déposé auprès du secrétariat. Le dernier jour de la durée de préparation des offres **Avant 14h00** de Soir.
- Si ce jour coïncide avec un jour férié ou repos légal – le dépôt des offres est prorogé jusqu'au jour ouvrable suivant.
- L'ouverture des plis sera effectuée le dernier jour à **14h00** de Soir en séance publique au siège de l'APC.
- Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une durée fixée au cahier des charges.
- Cet avis est considéré comme invitation pour participer à la séance d'ouverture des plis.

Le Président de l'APC

ANEP N° 2531010236 Le Quotidien d'Oran 13/07/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE TIARET  
DAIRA DE FRENDJA  
COMMUNE D'AIN EL HADID  
Nis : 098414185118327

Avis d'appel d'offre Ouvert avec  
Exigence Des Capacités Minimales  
N° 02 /2025 – Annonce nationale

Le Président de l'Assemblée Populaire Communale d'Ain El Hadid lance un avis d'appel d'offre ouvert Exigence Des Capacités Minimales pour :

**ETUDE, SUIVI ET REALISATION D'AMENAGEMENT URBAIN A CITE TAHAR CHAOUCH MOHAMED (AMENAGEMENT, ECLAIRAGE ET VOIRIE) LOT : REALISATION.**

L'appel d'offre s'adresse aux entreprises, remplissant les conditions suivantes :

**CAPACITE TECHNIQUE :**

- **Capacité professionnelle :** Ayant un certificat de qualification et de classification professionnelle dans le domaine des Travaux Publics activité principale catégorie (03) ou plus en cours de validité avec code l'éclairage public (347-4272).
- **Référence Professionnelle :** -ayant exécuté au moins deux (02) projet SIMILAIRE justifiés par une attestation d'exécution et devis quantitatif et estimatif délivrée par le service contractant.

**NB : Toute offre ne répondant pas aux conditions d'éligibilité, sera rejetée.**

Le retrait du cahier des charges se fait au niveau du bureau es marches de la commune d'Ain el hadid contre paiement d'une somme de 10.000,00 DA

Les offres doivent comporter un dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière :

**Le dossier de candidature :**

1. Déclaration de candidature dûment renseignée, datée et signée par le soumissionnaire
2. Déclaration de probité dûment renseignée, datée et signée par le soumissionnaire
3. Copie du Statuts pour les sociétés ;
4. Tous documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise ;
- 5-1 Capacités professionnelles : -Copie de Certificat de qualification et classification professionnelles en **travaux public** (activité principale) catégorie (03) ou plus, en cours de validité avec code l'éclairage public (347-4272).
- 5-2 Capacités financières : moyens financière justifier par les bilans et les références bancaires des trois dernières années (2022-2023-2024).
- 5-3 Capacités techniques : La liste nominative des moyens humains et moyens matériels et références professionnel

**L'OFFRE TECHNIQUE**

- Déclaration à souscrire dûment renseignée, datée et signée par le soumissionnaire
- Mémoire technique justificatif signé, cacheté et rempli selon modèle annexé au cahier des charges.
- Le cahier des charges paraphé et portant à la dernière page, la mention manuscrite (écrite à la main) : « lu et accepté ».
- Planning prévisionnel des travaux signé avec phasage détaillé des tâches .

**L'OFFRE FINANCIERE**

- > Lettre de soumission dûment renseignée, datée et signée par le soumissionnaire
- > Bordereau des prix unitaires dûment renseigné, daté et signé par le soumissionnaire
- > Détail quantitatif et estimatif dûment renseigné, daté et signé par le soumissionnaire
- Les documents justifiant les informations contenues dans la déclaration de candidatures seront exigées uniquement de l'attributaire du marché .

Les offres seront déposées au siège de l'APC d'Ain El Hadid sous trois enveloppe, l'une portant le dossier de candidature, l'autre le pli technique et le pli financier, L'enveloppe extérieure doit être strictement fermée et anonyme portant la mention :

« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

Appel d'offre N° 02/2025 ( objet d'opération )

La durée de préparation des offres est fixée à dix (10) jours à compter de la date de la première parution du présent avis d'appel d'offres dans deux quotidiens nationaux ou le BOMOP.

Le jour , l'heure limite de dépôt des offres correspondent au dernier jour de la durée de préparation des offres à 10.00 H au siège de l'APC d'Ain El Hadid, si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant

Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis qui se fera en séance publique le même jour à 10.00 H.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 03 mois et plus la durée de préparation des offres.

Ain El Hadid, le : 2025 07 13

Le Président de l'APC.

ANEP N° 2531010237 Le Quotidien d'Oran 13/07/2025



## Irlande du Nord

## Les violences anti-immigrées attisent les divisions

Dernier coup d'éclat ? des mannequins à l'effigie de migrants installés sur un bûcher dans un village du sud de la province, Moygashel, à l'occasion des traditionnelles célébrations loyalistes.

Malgré l'indignation suscitée par cette mise en scène, le feu de joie s'est déroulé jeudi soir en présence d'une centaine de personnes.

Chaque année, des centaines de bûchers, parfois hauts de plusieurs étages, sont érigés à l'approche des parades de l'ordre d'Orange, célébrées tous les 12 juillet en mémoire de la victoire du roi protestant Guillaume III d'Orange sur les troupes de Jacques II le catholique en 1690. Beaucoup de catholiques y voient une provocation. A Moygashel, les organisateurs n'ont eu que faire de la polémique.

«Là où un feu de joie doit être dressé, il le sera», a déclaré un homme décrit comme une «représentant de la communauté» de Moygashel dans une vidéo diffusée par le groupe Turning Point UK, connu pour promouvoir des idées d'extrême droite.

Et de poursuivre, dos à la caméra: «Peu importe ce que nous déciderons de mettre au sommet du bûcher, ce sera notre choix. Personne, absolument personne, ne nous dictera le contraire». Cette mise en scène intervient dans le contexte des émeutes qui ont agité la province il y a un mois après l'inculpation de deux adolescents pour la tentative de viol d'une jeune fille à Ballymena, au nord de Belfast. Selon la presse locale, ces deux adolescents s'expriment en roumain.

## «DE PLUS EN PLUS EXTRÊME»

En août 2024, des émeutes avaient aussi visé des quartiers immigrés à Belfast.

Dans les deux cas, les violences se sont produites dans des zones loyalistes protestantes et pro-britanniques. Et ce n'est pas un hasard, selon les experts.

Les loyalistes ont contrôlé l'Irlande du Nord jusqu'aux années 1970, rappelle auprès de l'AFP Dominic Bryan, professeur à la Queen's University de Belfast et un des meilleurs con-

**En perte de vitesse en Irlande du Nord, les loyalistes, qui ont historiquement dominé démographiquement et politiquement la province britannique, adoptent depuis des années une rhétorique ouvertement anti-immigration qui attise les divisions, selon des experts.**



naisseurs des loges orangistes nord-irlandaises. Mais, souligne-t-il, la situation a considérablement changé depuis.

Le recensement de 2021 a révélé que, pour la première fois, les catholiques étaient plus nombreux que les protestants dans la province: 45,7% contre 43,5% sur une population totale de 1,9 million d'habitants.

«Les membres de la classe ouvrière loyaliste ont vu leur pouvoir, leur espace et leur population diminuer, et ils se perçoivent désormais comme une minorité», analyse-t-il.

A cela s'ajoute un sentiment de déclassement. Les émeutes se sont produites dans des quartiers pauvres qui ont vécu de plein fouet

la désindustrialisation. C'est ce sentiment qui nourrit une rhétorique ouvertement anti-migrants. Mais la virulence des propos anti-immigration n'est pas le seul problème.

Pour Dominic Bryan, «certaines manifestations des loyalistes sont de plus en plus extrêmes». Selon des chiffres du PSNI (Police Service of Northern Ireland) publiés en 2024, les crimes racistes ont dépassé en ampleur les crimes communautaires.

D'autres chiffres montrent que la proportion de migrants en Irlande du Nord est pourtant bien moindre qu'en Angleterre. Elle dépasse à peine les 3% (3,4%), contre 18% en Angleterre et au Pays de Galles.

Y-a-t-il un risque de déstabilisation de la province ?

«Ce qui rend la situation plus dangereuse en Irlande du Nord, c'est la participation avérée d'éléments paramilitaires loyalistes à des actes d'intimidation et de violence raciste dans leurs zones d'influence», affirme Daniel Holder, directeur du Committee on the Administration of Justice, une organisation indépendante de défense des droits de l'homme dans la province. La police nord-irlandaise a toutefois déclaré n'avoir trouvé aucune preuve de l'implication directe de ces groupes lors des émeutes de Ballymena, qui ont fait l'objet d'une dénonciation politique unanime.

## Danemark

## La retraite à 70 ans



«Je ne veux pas travailler jusqu'à 70 ans» : sur le papier, Kirsten Evans a beau faire partie des premiers Danois à devoir attendre 70 ans pour pouvoir prétendre officiellement à la retraite, elle compte bien s'arrêter avant l'âge légal comme le font beaucoup de Danois.

Fin mai, la loi danoise a fixé à 70 ans l'âge de la retraite pour les actifs nés après le 31 décembre 1970, soit les personnes qui auront 69 ans en 2040 et après.

De nombreux pays occidentaux sont confrontés au vieillissement de leur population qui

complique le financement des retraites.

Au Danemark, l'âge de la retraite est indexé depuis 2006 sur l'espérance de vie, et révisé tous les cinq ans.

Kirsten Evans est née le 12 janvier 1972.

«Je trouve que 70 ans, c'est vieux, c'est un âge avancé», explique à l'AFP cette cadre bancaire de 53 ans. «Vous voulez profiter du fait d'avoir travaillé pendant tant d'années (...) et avoir toujours une belle vie ensuite».

Le système danois est un cocktail.

La pension de base universelle publique est actuellement de 7.198 couronnes, soit 968

euros en 2025, et l'âge du premier versement dépend de l'espérance de vie. S'ajoutent des régimes complémentaires par capitalisation dont l'un est obligatoire et les autres facultatifs. Grâce à sa retraite complémentaire, Kirsten Evans envisage de prendre sa retraite autour de 65 ou 66 ans bien que cela «soit abstrait de penser tant d'années en avance», sourit l'énergique Danoise.

Peu de gens travaillent réellement jusqu'à l'âge légal de retraite au Danemark. L'âge effectif de départ était autour de 64 ans en 2022, pour un âge légal de 67 ans, selon l'OCDE.

«On observe qu'environ 80% des personnes qui prennent leur retraite auraient pu travailler plus longtemps, mais les 20% restants prennent leur retraite soit parce qu'elles ne peuvent pas trouver un emploi, soit parce qu'elles sont malades», souligne l'ethnologue Aske Juul Lassen, maître de conférence à l'université de Copenhague.

«Pour ces 20%, il y a une grande différence si l'âge de la retraite augmente à nouveau», note ce spécialiste des seniors qui déplore que les «inégalités augmentent avec l'âge».

Le fossé risque de se creuser entre ceux qui auront les moyens, grâce à leurs finances personnelles, de partir plus tôt et les autres, insiste Damoun Ashournia, économiste en chef de l'organisation syndicale FH.

«Deux tiers de nos membres prennent déjà leur retraite avant l'âge officiel mais cela est dû au fait qu'ils sont épuisés et qu'ils effectuent un travail physique difficile», dit-il.

Camilla Rasmussen, membre du syndicat et infirmière dans un service de gastroentérologie d'un hôpital de Copenhague, est convaincue qu'elle ne pourra pas travailler jusqu'à 70 ans. «Ce serait vraiment difficile pour moi de continuer à faire environ 10.000 pas chaque

jour», estime la jeune femme de 37 ans. «Si je suis encore là à 70 ans, je pense que ce n'est pas juste pour les patients».

## REVOIR LE SYSTÈME

Pour autant, l'économiste du syndicat FH juge le relèvement de l'âge de la retraite à 70 ans «raisonnable» pour assurer le financement de l'Etat-providence, pilier de la société danoise.

«Alors que la population vieillit et que l'espérance de vie augmente, si nous voulons offrir les mêmes services publics qu'aujourd'hui, nous devons sécuriser les finances publiques», note-t-il. Mais il ne faudra pas continuer à augmenter l'âge limite aussi régulièrement que le prévoit la réforme de 2006, ajoute-t-il.

Sans changement, en 2070, l'âge de la retraite atteindrait 74 ans, ce qui n'effarouche pas le patronat.

«Ce serait la façon la plus intelligente de continuer à maintenir le système. Ainsi, plus nous vieillissons, plus nous devons travailler un peu plus», considère le directeur-adjoint de la fédération des patrons danois, Erik Simonsen.

Toutefois l'été dernier, la cheffe du gouvernement, la sociale-démocrate Mette Frederiksen, 47 ans, s'est dite prête à revoir le système, une fois atteint les 70 ans.

«Nous ne croyons plus au caractère automatique de la hausse du départ à la retraite», a-t-elle déclaré au quotidien Berlingske.

A l'instar des recommandations d'un groupe d'experts consulté sur le sujet, le syndicat FH aimerait diminuer la cadence de la hausse. «À l'avenir, nous pouvons l'augmenter de seulement un semestre pour chaque année où l'espérance de vie augmente», propose M. Ashournia.



## Afghanistan

## Des taxis afghans installent des climatiseurs sur leurs toits

**Face à la chaleur écrasante et des voitures en fin de vie, des chauffeurs de taxi afghans ont trouvé la parade: fixer sur leurs toits des climatiseurs portatifs qui envoient de l'air froid à l'intérieur de l'habitacle, au grand plaisir des passagers.**

Depuis quelques années à Kandahar, ville du sud de l'Afghanistan où les températures dépassent allègrement les 40 degrés en été, il n'est pas rare de voir des taxis bleus se balader avec sur leurs toits -à la place des bagages et colis- un cube de climatisation, dont le large bras en aluminium s'engouffre à travers une fenêtre. «Ca marche mieux que la clim de la voiture, qui ne refroidit que le devant de la voiture», estime Abdul Bari, chauffeur de 34 ans. «Cette clim-là propage de l'air à travers le véhicule dans son entier».

Gul Mohammed, un autre chauffeur de 32 ans, a dépensé 3.000 afghanis (36 euros) pour ce système qu'il connecte à la batterie de son taxi et qu'il remplit régulièrement d'eau. D'autres sont connectés à des panneaux solaires, également installés sur le toit.

«Il a commencé à faire extrêmement chaud il y a trois ou quatre ans. Comme la climatisation de la voiture ne marche pas et qu'il coûterait trop cher de la réparer, un fabriquant m'a fait un refroidisseur sur mesure», explique Gul Mohammad, qui ne facture pas plus cher la course depuis qu'elle se fait en toute fraîcheur.

L'Afghanistan, l'un des pays les plus pauvres au monde, est aussi l'un des plus vulnérables aux effets du changement climatique.

Le département météorologique afghan estime que 2025 est déjà l'une des années les plus chaudes jamais enregistrées dans le pays.

Murtaza, fabriquant de climatiseurs âgé de 21 ans, note que la demande des taxis s'accroît depuis deux ou trois ans et salue un «progrès». «De nombreuses voitures n'étaient pas équipées de clim de toute façon, raison pour laquelle on

installe celles-ci», dit-il à l'AFP, dans son petit magasin du centre de Kandahar. Les villes afghanes sont souvent saturées par des véhicules vieillissants, qui s'offrent une dernière vie après avoir été transférés de pays voisins.

«Sans clim, c'est très difficile», témoigne Norullah, un passager de 19 ans, le visage à quelques centimètres de la sortie d'air froid. « Dans les taxis où elle a été installée (sur le toit), c'est vraiment bien (...) car la chaleur de nos jours est extrême.»

En 2024, près de neuf millions d'Afghans ont été affectés par des aléas climatiques et plus de 500.000 ont été déplacés par des inondations, la sécheresse et d'autres catastrophes, d'après l'ONU.

Peu de logements sont équipés de climatiseurs en raison de leur coût et des pannes récurrentes d'électricité.

## Afrique

## Quatre milliardaires sont plus riches que la moitié du continent



En Afrique, les inégalités se creusent comme nulle part ailleurs, les quatre premiers milliardaires étant plus riches que la moitié de la population du continent, souligne l'ONG Oxfam dans un rapport publié jeudi. Plus d'un tiers de la population du continent vit en-dessous du seuil d'extrême pauvreté, soit 460 millions de personnes, selon la Banque mondiale, et le nombre de personnes pauvres continue d'augmenter.

«Quatre des milliardaires les plus riches d'Afrique détiennent aujourd'hui une fortune de 57,4 milliards de dollars, soit plus que la richesse combinée de 750 millions de personnes, c'est-à-dire la moitié de la population du continent», explique Oxfam.

Selon le classement établi par le magazine Forbes en début d'année, les quatre premiers milliardaires du continent sont le Nigérien Aliko Dangote (ciment, sucre, engrais etc...), les Sud-Africains Johann Rupert (luxes) et Nicky Oppenheimer (diamants), ainsi que l'Égyptien Nassef Sawiris (industrie et construction).

L'ONG explique que le creusement

des inégalités est en grande partie lié à un manque de volonté politique des dirigeants africains, qui maintiennent des systèmes fiscaux favorables aux plus riches et peu efficaces.

«Les personnes fortunées qui placent leur patrimoine dans des structures d'entreprise et transfèrent leurs capitaux à l'étranger (...) voient leur fortune se multiplier sans être imposées de manière proportionnelle», décrit Oxfam.

LONG souligne que l'Afrique est la seule région du monde où les pays n'ont pas augmenté les taux d'imposition effectifs depuis 1980.

Selon l'organisation, taxer les Africains les plus riches de 1% de plus sur leur patrimoine et de 10% de plus sur leurs revenus permettrait de financer l'accès à l'éducation et à l'électricité sur le continent.

Les gouvernements africains «sont en moyenne parmi les moins engagés dans la réduction des inégalités», estime Oxfam.

«Les recherches menées par Oxfam montrent que plus des trois cinquièmes de la fortune des milliardaires dans le monde proviennent du

copinage, de la corruption, de l'abus de pouvoir monopolistique et de l'héritage», ce qui est «particulièrement vrai en Afrique».

«Les richesses de l'Afrique ne manquent pas, elles sont dilapidées par un système truqué qui permet à une petite élite d'accumuler d'immenses fortunes tout en privant des centaines de millions de personnes des services les plus élémentaires», a déclaré Fati N'zi-Hassane, directrice d'Oxfam en Afrique, fustigeant cet «échec politique» dans un communiqué.

«Les inégalités extrêmes menacent de saper la démocratie, entravent la réduction de la pauvreté et la croissance, aggravent la crise climatique, accentuent les injustices entre les sexes et autres injustices (...) et conduisent au déni des droits fondamentaux et de la dignité des citoyens ordinaires», estime l'ONG.

Le rapport a été publié le jour de l'ouverture de la réunion semestrielle de l'Union africaine, qui s'est engagée à réduire les inégalités de 15% sur le continent au cours de la prochaine décennie.

## Chine

## La canicule accélère les ventes des usines de glace



Dans un hangar à la périphérie de Hangzhou, dans l'est de la Chine, des ouvriers utilisent des pinces géantes pour faire glisser des blocs de glace blanche sur un rail métallique, direction le camion frigorifique.

Les ventes de glace ont explosé ces dernières semaines, stimulées par les vagues de chaleur qui balayent tout le pays à mesure que l'été s'installe, explique à l'AFP Sun Chao, propriétaire de l'usine de glace Feichao.

Dans le monde entier, les vagues de chaleur gagnent en fréquence et en intensité en raison du changement climatique, et la Chine ne fait pas exception. 2024 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée dans le pays, et cette année s'annonce également caniculaire.

La semaine dernière, les autorités chinoises ont mis en garde contre les risques pour la santé de la chaleur sur une grande partie du territoire de l'est de la Chine, dont la région de Zhejiang, où est située la ville de Hangzhou.

«Au printemps, en automne et en hiver, une hausse de température de deux ou trois degrés n'a pas d'impact important sur nos ventes. Mais en été, lorsque les températures sont légèrement plus élevées, la différence est importante», explique Sun Chao.

Feichao est une usine relativement petite qui vend de la glace à des marchés traditionnels, aux transporteurs de produits et aux organisateurs d'événements.

Alors que le mercure a récemment dépassé les 40 degrés Celsius dans de nombreuses villes de Chine, de la glace comme celle de Feichao est utilisée pour refroidir d'immenses espaces en plein air. Dans la province voisine du Jiangsu, les

organisateurs d'un match de football auquel assistait 60.000 spectateurs ont placé plus de 10.000 grands blocs de glace autour du stade, selon le quotidien d'Etat Global Times.

## 300 À 400 TONNES PAR JOUR

Mercredi, au moment où l'AFP observait le chargement des camions de l'usine Feichao, un employé d'un magasin de fruits de mers avoisinant s'approche pour acheter deux blocs de glace - environ 3 euros chacun - et les transporter dans deux grands sacs en plastique.

«En mai et juin, je peux vendre environ 100 tonnes par jour. En juillet, ce chiffre augmente et je peux vendre environ 300 à 400 tonnes», relève Sun Chao.

Cela fait plusieurs années que la Chine doit faire face en été à des conditions météorologiques extrêmes.

En juin, les autorités ont émis des alertes à Pékin quand les températures dans la capitale ont atteint près de 40 degrés Celsius.

Selon les médias d'Etat, 102 stations météorologiques à travers le pays avaient enregistré la journée de juin la plus chaude de leur histoire.

Au cours du même mois, six personnes ont été tuées et plus de 80.000 évacuées en raison d'inondations dans la province de Guizhou, au sud.

La Chine est le plus gros émetteur de gaz à effet de serre au monde, qui sont à l'origine du changement climatique, de l'avis général des scientifiques.

Toutefois, le pays mène également sur le plan des énergies renouvelables, développant ce secteur à un rythme plus rapide que n'importe quel autre pays.



## CAN Féminine 2025 : Aujourd'hui à 20h00 : Algérie-Nigéria Les nôtres veulent la qualification

**L'heure de vérité a sonné pour l'équipe nationale féminine qui affrontera, ce soir, le Nigeria dans un match décisif pour la qualification des nôtres aux quarts de finale de cette compétition continentale.**

M. Zeggai

Avec une victoire contre le Botswana et un nul face à la Tunisie, les "Vertes" sont idéalement placées pour décrocher une qualification historique.

Face aux Nigériennes, ayant déjà composé leur billet pour le prochain, les Algériennes n'ont besoin que d'un petit point pour atteindre leur objectif.

Les protégées du coach national Farid Benstiti ont prouvé, lors des deux premiers matches de ce tournoi, qu'elles possèdent de solides arguments à faire valoir.

Ce dernier match de la

phase de groupes s'annonce déterminant et décisif pour, non seulement la qualification, mais pour aussi pour la première place du groupe B. jusque-là, les nôtres ont réalisé de belles prestations avec notamment sa solidité défensive, sa discipline tactique et son organisation dans l'entre jeu. L'EN compte en son sein de bonnes individualités capable de faire la différence.

Dos au mûr, les Algériennes entameront ces débats avec la ferme intention d'éviter la défaite et pourquoi pas aligner une deuxième victoire lors de ces joutes. Cela leur permettra également de confirmer

leur belle entame dans cette CAN. Les joueuses du sélectionneur national Farid Benstiti devront sortir le grand jeu car le Nigéria est considéré comme l'un des favoris de cette épreuve étant donné qu'il a été sacré à, onze reprises sur les 14 précédentes éditions. Nul doute que les nôtres vont jeter toutes leurs forces dans la bataille pour se hisser parmi le gotha africain, après une absence lors des deux précédentes éditions et écrire une page de l'histoire puisque lors des cinq précédentes participations, les «Vertes» n'avaient jamais dépassé le cap du premier (2004, 2006, 2010, 2014, 2018).

### Ligue 1

## Plusieurs Franco-Algériens et étrangers débarquent

Comme à chaque début de saison, c'est le temps des grands changements chez nos clubs de l'élite, sans tenir compte des effets positifs de la stabilité des joueurs et de l'encadrement technique. On se demande, aujourd'hui, si nos responsables recrutement selon un projet sportif ou seulement pour essayer de créer un choc psychologique pour conserver leur poste. Là est toute la question. S'agit-il d'un facteur d'influence ou de complexe envers des techniciens étrangers ? Plusieurs raisons expliquent ce phénomène, notamment l'absence de vision à long terme en l'absence de projet sportif et la pression des résultats immédiats. La FAF a mis en place une stratégie et des règlements pour favoriser la stabilité technique en limitant le nombre de licences déli-

vrées aux clubs et aux coaches, mais cela ne semble pas suffisant pour freiner cette valse des entraîneurs. Comme à l'accoutumée, plusieurs joueurs étrangers et Franco-Algériens ont débarqué en Ligue 1, lors de ce mercato estival. L'Entente de Sétif, avec sa nouvelle direction, a préféré le coach allemand Antoinhe Hey pour succéder au Tunisien Nabil El Kouki. Pour sa part, le CS Constantine a choisi le Tomislav Stipić pour remplacer Kheir Edine Madoui. Ces deux entraîneurs étrangers viennent de rejoindre les deux Allemands, Josef Zinnbauer de la JSK et Sead Ramović du CRB. Le MCA, qui a jugé utile de ne pas renouveler le contrat du Tunisien Khaled Benyahia, est en contacts très avancés avec le Sud Africain Rulani Mokwena en attendant l'USMA, l'ASO

Chlef, le MB Rouissat. Côté joueurs, trois Franco-Algériens sont sur le point de finaliser leurs contrats avec des clubs de l'élite. Il s'agit des Saidi Abderrazak (Sochaux) et Ryan Souissi (Dijon) qui ont opté pour l'ES Sétif. Quant à Abderrahmane Boudah, sociétaire du Hammarby IF de Suède, est annoncé officiellement à la JSK. De son côté, le CR Belouizdad a entamé son opération de recrutement avec la signature d'un Albanais, Redon Xhixha en l'occurrence. D'autres joueurs binationaux et étrangers sont annoncés au sein de plusieurs formations de la Ligue 1. La question qui se pose: Jusqu'à quand allons-nous investir sur des étrangers et négliger la formation des jeunes, seule solution pour assurer l'avenir du football algérien ?

M. Zeggai

## USM Alger Stage de préparation en Italie ou en Slovaquie

L'USM Alger, vainqueur de la coupe d'Algérie, prévoit d'effectuer son stage d'intersaison en Italie ou en Slovaquie, a annoncé le manager général du club, Hamza Aït Ouamar. «Nous étudions actuellement deux options : l'Italie ou la Slovaquie, tout en prenant en considération le choix le plus simple et approprié pour l'équipe.

Quant à la reprise des entraînements, elle est prévue dans dix à onze jours», a précisé le dirigeant usmist. Hamza Aït Ouamar s'exprimait en marge d'un dîner organisé par le ministre des transports, M. Saïd Sayoud, en l'honneur des «Rouge et Noir», fraîchement sacrés en Coupe d'Al-

gérie, aux dépens du CR Belouizdad au stade Nelson Mandela de Baraki (Alger).

Revenant sur la saison écoulée, Aït Ouamar a estimé que la victoire en Coupe d'Algérie avait permis de sauver l'exercice : «Il faut dire la vérité, nous sommes passés à côté en championnat, on n'a pas été à la hauteur des espérances de nos supporters», a-t-il reconnu.

En cette période d'intersaison, le club de Soustara a libéré certains joueurs, même si aucune nouvelle recrue estivale n'a encore été annoncée. «Nous avons libéré certains joueurs, d'autres ont résilié leur contrat à l'amiable, sans contrepartie,

pour ne pas porter préjudice au club», a-t-il révélé.

Le défenseur congolais Kevin Mondeko (contrat résilié), le milieu offensif bolivien Adalid Terrazas (transféré au Deportivo San Antonio Bulo/Bolivia) et le milieu de terrain Oussama Chita (fin de contrat), ne feront ainsi plus partie de l'effectif la saison prochaine, en attendant éventuellement d'autres libérés. En matière de recrutement, le club compte combler les postes vacants, sans pour autant dévoiler l'identité des potentielles recrues. «Nous devons éviter de commettre des erreurs qui vont nous coûter cher en fin de saison», a conclu le manager général de l'USMA.

## GC Mascara Le Galia dans le flou, le wali interpellé

Le Galia de Mascara s'est mis dans un labyrinthe où il lui est très difficile maintenant de s'en sortir. A ce rythme et avec tout ce qui se trame, ici et là, le club de la Cité de l'Emir Abdelkader n'est pas près de sortir de l'impasse, dans laquelle il s'est fourvoyé. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, c'est après l'élection du président Sobhane Chentouf que la situation a pris une autre tournure, malheureusement dans le mauvais sens, ce qui risque d'être préjudiciable au club.

Tout le monde sait que sur recommandations du wali de Mascara, Berrahal Benaoumer et Mohamed Henkouche ont été désignés, respectivement président d'honneur et directeur technique sportif et ce, pour mettre fin aux anciens réflexes. Mais, la situation n'a pas avancé d'un iota. C'est du moins l'impression qui se dégage. Après la dernière réunion des autorités locales, les choses ont pris une autre tournure.

Tout a commencé par la désignation de Belatoui Omar comme nouvel entraîneur. Cette initiative personnelle du nouveau président a suscité moult interrogations surtout que cette décision a été prise sans le consentement ni du président d'honneur, ni même du nouveau DTS. Ce qui signifie clairement que les dirigeants persistent à commettre les mêmes erreurs du passé, sans aucun projet sportif digne de ce nom.

Aujourd'hui, les supporters du Galia ne savent plus à quel saint se vouer. On se demande qui recrute quoi au GCM ? A quoi sert la désignation d'un DTS ? Le nouveau président a-t-il tenu une réunion de travail pour tracer la feuille de route de l'avant saison ? En somme, le bricolage se poursuit au point où le GCM risque de tomber dans l'anonymat et disparaître de la scène footballistique. L'esprit du clanisme, les intérêts personnels et le populisme ont pris le dessus sur l'avenir du club. Des pseudo-managers qui veulent s'accaparer du pouvoir pour placer leurs «poulains» avec des commissions, bien-sûr et des intrus qui s'immiscent dans la gestion du club d'une manière chaotique. Ceux qui sont à l'origine de ce désastre, ceux qui travaillent dans l'ombre en induisant en erreur les fervents doivent partir, car le Galia, comme tous les clubs algériens, est un patrimoine national.

Le football d'une manière générale a besoin d'hommes intègres, engagés, désintéressés pour conduire les réformes dont il a besoin. Parachutés dans le football, ces mêmes personnes ont pris le club en otage avec la complicité des fossoyeurs du sport-roi. Aujourd'hui plus que jamais, le wali est interpellé pour mettre fin à ces mascarades qui ne font que nuire à l'image de marque du Galia de Mascara.

M. Zeggai

## Allemagne La saison commence mal pour Mohamed Amoura



Mohamed Amine Amoura, révélation de Wolfsburg la saison passée, manque à l'appel en ce début de préparation estivale. Le VfL Wolfsburg a repris le chemin de l'entraînement... sans Mohamed Amine Amoura. Selon la presse allemande, l'attaquant de l'équipe nationale souffre de douleurs musculaires à la cuisse, probablement contractées lors du dernier rassemblement avec les Fennecs en juin, où il avait déjà dû déclarer forfait avant le match face à la Suède.

L'international algérien, souffrirait plus précisément d'une blessure au niveau du fémoral. Aucune estimation sur la durée de son indisponibilité n'est précisée. Wolfsburg, prudent, préférerait attendre l'évolution de la blessure avant toute communication officielle. Evidemment, manquer toute ou partie de la pré-saison sur blessure n'est jamais bon, mais

l'ex-attaquant de l'Union Saint-Gilloise avait déjà connu un léger contretemps musculaire à son arrivée en Allemagne. Cela ne l'avait pas empêché ensuite de démontrer toute l'étendue de son potentiel : 34 matchs, 10 buts et 12 passes décisives la saison passée. Des statistiques solides, qui avaient attiré l'attention de plusieurs écuries européennes, avant que Wolfsburg ne ferme la porte avec un prix fixé à 40 millions d'euros. Cette blessure devrait aussi contribuer à freiner les ardeurs de ses prétendants durant ce mercato. Pour l'heure, l'objectif est simple : soigner cette gêne musculaire et revenir progressivement pour une deuxième saison en Bundesliga. Et surtout à deux mois des prochains matchs cruciaux de l'Algérie en éliminatoires du Mondial 2026, Mohamed Amoura sait qu'il doit éviter toute précipitation.





الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية  
République Algérienne Démocratique & populaire  
وزارة الصحة  
Ministère De La Santé

**Etablissement Hospitalier Universitaire EHU ORAN**  
**Route de Sidi Maârouf, Usto – Oran**  
**NIF : 40801600003104500010**

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 05 /2025**

## La fourniture de produits d'entretiens

L'Etablissement Hospitalier et Universitaire – EHU d'Oran – lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacité minimales pour La fourniture de produits d'entretiens au niveau de l'Etablissement Hospitalier et Universitaire EHU d'Oran , répartis en trois (03) lots séparer

Lot n°01 : Produits d'entretiens  
Lot n°02 : Produits désinfectant Bio nettoyage  
Lot n°03 : Produits d'hygiène à usage unique

Les entreprises intéressées par le présent avis peuvent retirer le cahier des charges au service des marchés publics, contre paiement à L'Agent Comptable de L'EHU de la somme de cinq mille dinars (5 000,00 DA), représentant les frais de documentation.

L'appel d'offres faisant l'objet du présent cahier des charges s'adresse aux fabricants, distributeurs ou grossistes

- Ayant les codes du registre de commerce y afférant ;
- Ayant au moins un camion justifié par une carte grise et un contrat d'assurance du véhicule en cours de validité.
- Ayant au moins une attestation de bonne exécution d'un projet de même nature a l'objet du cahier des charges ; signé par un maitre d'ouvrage public

Le soumissionnaire doit présenter une enveloppe unique contenant 03 enveloppes distinctes, l'une réservée au dossier de candidature, l'autre à l'offre technique et la troisième à l'offre financière. L'enveloppe unique doit être anonyme, elle ne doit porter que les mentions suivantes :

**Appel d'offres national ouvert avec exigence de capacité minimales n° 05/2025 d'Oran**  
**ayant pour objet : La fourniture de produits d'entretiens au profit de l'Etablissement Hospitalier et Universitaire d'Oran**  
**Lot n° : .....**  
**« à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »**

À l'adresse suivante :

**Etablissement Hospitalier et Universitaire d'Oran**  
**– Service des marchés–**  
**Route de Sidi Marouf – USTO – Oran**

L'offre doit comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière conformément à l'article 13 du cahier des charges (documents constituant l'offre) :

### Dossier de candidature :

- Une déclaration de candidature remplie, signée, datée, et cachetée selon le modèle joint en annexe du présent cahier des charges ;
- Copie du registre de commerce électronique,
- Attestations de mise à jour CNAS et CASNOS en cours de validité ;
- Extrait de rôle apuré ou avec échéancier de paiement avec la mention non inscrits au fichier national des fraudeurs, daté de moins de 3 mois portant numéro de NIF
- Extrait du casier judiciaire du gérant de l'entreprise ou du directeur de l'entreprise, en cours de validité ;
- Copie de l'attestation de dépôt légal des comptes sociaux de la dernière année pour les soumissionnaires ayant le statut de sociétés ;
- Le numéro d'identification fiscale (NIF) ;
- Une déclaration de probité selon le modèle joint en annexe, remplie, signée, datée, et cachetée ;
- Le statut pour les sociétés ;
- Une délégation de pouvoirs en cours de validité selon le modèle joint en annexe du présent cahier des charges dans le cas où le signataire n'est pas le soumissionnaire lui-même ;
- Les bilans comptables des trois derniers exercices approuvés par les services des impôts. Les soumissionnaires ayant moins de trois ans d'existence doivent joindre le bilan du dernier exercice ;

### Capacité techniques :

- Les références professionnelles justifiées par des attestations de bonnes exécutions délivrées et signées par des opérateurs publics.
- Les moyens de transport justifiés par des cartes grises et l'assurance des véhicules.

### Offre technique :

- Une déclaration à souscrire remplie, signée, datée, et cachetée selon le modèle joint en annexe du présent cahier des charges ;
- Un mémoire technique justificatif selon le modèle joint en annexe ;
- Un engagement sur le délai de livraison selon le modèle joint en annexe du présent cahier des charges cacheté et signé ;
- Un engagement sur la reprise des produits périmés ;
- Certificats de conformité des produits proposés ;
- Le présent cahier des charges avec toutes les pages paraphées portant le cachet et la signature du soumissionnaire, précédés de la mention « Lu et accepté ».

### Offre financière :

- La lettre de soumission ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) à remplir en chiffre et en lettre ;
- Le détail quantitatif et estimatif (DQE) à remplir en chiffre ;
- L'état récapitulatif général.

La durée de préparation des offres est fixée à Quinze (15) Jours à compter de la date de la première parution du présent avis dans le BOMOP ou dans la presse nationale. Si cette date coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

La date de dépôt des offres est fixée au dernier jour de la préparation des offres de 08h30 à 13h00 au service des marchés et l'ouverture des plis aura lieu le même jour à 13h00 en présence des soumissionnaires.

Tout soumissionnaire désirant obtenir des éclaircissements sur le contenu du présent cahier des charges est tenu d'adresser une demande d'éclaircissements au service contractant par écrit à L'Etablissement Hospitalier et Universitaire– EHU d'Oran.

Toute demande d'éclaircissements doit être formulée au moins dix (10) jours avant la date de dépôt des offres.

A rappeler que cet avis tient lieu d'invitation aux soumissionnaires pour assister à la réunion de la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres qui se tiendra le même jour de La date de dépôt des offres à 13 H00 à la salle de réunion de l'administration.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres, pendant une durée de trois (03) mois augmentée de la période de préparation des offres sa compter de la date de dépôt des offres.

Dans le cas de l'entreprise attributaire d'un marché public, le délai de validité des offres est prorogé systématiquement, d'un mois supplémentaire.

Toute offre non conforme au cahier des charges sera rejetée.

/ Le Directeur Général

## APARTEMENTS

■Vends apparts F3-F4-F5 promotionnels, cuisine équipée, box, ch/central ds résidences neuves à : Wilaya- Gambetta - Belgaïd - Frt/Mer et Maraval - 0772.43.37.38 - 0660.88.46.15

■Vente appartement F3, à Belgaïd ; pas de courtier ; curieux s'abstenir - Tel : 0662.80.67.18

■Loue gd appart 75 m², F2 sdb, cuis, gd hall, situé ds une villa à El Morchid, Oran, entrée indépendante pour couple sérieux avec livret de famille - Tel : 0553.07.99.29

■Vends/échange contre appart F4, villa 300 m², commerciale composée Rdc : 3 locaux + garage + puits + hammam + cha/central. 1er gde cuisine + salle à manger, terrasse avec jardin superposé +4 ch + salon, open space de 100 m² + sdb + sanitaires. 2e : cuis +4 chbrs + salon, gde terrasse + sdb, à Plateau, côté Gare ferroviaire. Contacter cabinet immo Tel : 0552.58.43.72/ 040.49.81.20

## LOCAUX

■Bureau d'affaires : vends local de 200 m² avec 4 rideaux Akid Lotfi. Prix 8,5 MD négociable – Tél : 0657.40.06.87

## VILLAS

■A.V villa R+2, 260 m², actée + L/F, 2 faç / rdc 3 garages, 1°, 5 pces, gd hall + terrasse +2 wc + sdb, 2° 6 P. hall, + 2 wc + sdb sise angle Atik Saïd et Max Marchand, El Malah W. A/Témouchent. - Tel : 0775.09.58.11

■Urgent : A.V villa actée + L/F, 226 m², 2 faç, centre-ville Terga, à 5 km des plages et 45 min d'Oran. Px 14 MD négociable – Tel : 0657.27.53.56

■A vendre maison 355 m², actée, R+2, à 'Bon Accueil' Gambetta, mitoyenne 'Soda ruche', Oran– Tel : 0658.92.19.63

■A louer villa grande surface, à Courbet, voisin Peugeot, pour sté 1er et 2e étage, jardin, plus de 10 chambres équipées, clima et chauffage et en cas de besoin dépôt au rdc sera loué avec la villa - Tél : 0555.82.89.92 ou 0661.77.10.03

■A vendre propriété de 662 m², à Gdyl + A louer café de mois gratuit à Oran ; bien placé - Tél : 0781.37.70.19 - 0033.621184432

■Bur d'aff : vends villa avec piscine R+2, neuve 420 m², St-Hubert, prix 18 MD, nég – Villa de 750 m² Gambetta Fontanelle, idéale pour promotion immobilière – vends T6 Mobilart, au 8°, vue sur mer. Prix 5,5 MD Nég – 0657.40.06.87

## EMPLOIS

■Clinique d'ophtalmologie, Oran, recrute médecins spécialistes en ophtalmologie à plein temps – Tél : 0542.34.36.35 -0782.63.37.72 ; de 09h à 16h

■Cherche chauffeur avec véhicule, pour une ou deux courses par jour, à Oran, bien payées – Tél : 0549.11.50.16

■Cherche femme de ménage sérieuse. Travail : du lundi à jeudi + samedi (repos vendredi + dimanche).Type de maison F3, au centre-ville d'Oran. Rémunération à discuter selon l'expérience. Tel : 0540.47.26.59

■I.B.S recrute enseignants de français pour assurer cours d'été. Contact : 0795.25.03.19 ibs5dz@gmail.com

## TERRAINS

■Vends ou échange lot terrain à la Madrague, la corniche oranaise, 350 m², 3 façades ; pied dans l'eau ; acté + LF contre appart F3 à Oran + complément étude ttes propositions. Contacter cabinet immobilier .Tel : 0552.58.43.72/ 040.49.81.20

### Société Industrielle Privée Sise à SIDI BEL-ABBES Recrute dans l'immédiat :

#### MANAGER Système Qualité :

**Profil :** 1)- Ingénieur (toutes spécialités), Licence et plus.  
2)- Expérience dans le poste souhaité  
3)- Dynamique, autonome, ayant le sens de la communication  
4)- Libre de tout engagement.

**Avantage :** Salaire à débattre

**Adressez :** Lettre de motivation + cv, à Zone Industrielle lot n° 100, Sidi Bel-Abbès, ou Mail : tplast\_algerie@yahoo.fr

### Société Industrielle Privée Sise à SIDI BEL- ABBES Recrute dans l'immédiat :

#### Un Responsable commercial:

**Profil :** 1)- Universitaire (spécialité commerciale), Licence et plus.  
2)- Expérience dans le poste souhaité  
3)- Dynamique, autonome, ayant le sens de la communication et de la responsabilité.  
4)- Dégagé Service national

**Avantage :** Salaire à débattre

**Adressez :** Lettre de motivation + cv, à Zone Industrielle lot n° 100 Sidi Bel-Abbès ou Mail : tplast\_algerie@yahoo.fr

## Communiqué de presse



L'Entreprise Nationale de Communication d'Édition et de Publicité (ANEP) a organisé aujourd'hui, au siège de sa direction générale, une cérémonie en l'honneur de Madame Yasmina SELLAM célébrant sa distinction au concours international Gourmand World Cookbook Awards 2025, où elle a remporté le premier prix dans la catégorie « Thème unique », au Portugal, grâce à son ouvrage « Le Couscous, Racines et Couleurs d'Algérie », édité par l'ANEP.

L'événement s'est déroulé en présence du Président Directeur Général, Monsieur Messaoud ALGHEM, des directeurs de l'entreprise, ainsi que de nombreux journalistes de la presse nationale.

À l'issue de son intervention, Madame Yasmina SELLAM a répondu aux questions des journalistes présents, abordant avec passion l'inspiration qui a guidé l'écriture de son ouvrage, ainsi que le travail de recherche approfondi et les efforts fournis qui ont permis d'aboutir à ce résultat remarquable. Elle a également souligné que ce succès est le fruit d'un travail collectif et d'une collaboration étroite entre elle et l'ANEP, qui a mobilisé tous les moyens ainsi que les efforts humains et matériels nécessaires à la concrétisation de ce projet culturel.

À cette occasion, M. Messaoud ALGHEM a remis le trophée à Madame SELLAM, saluant son excellence, sa passion et son rayonnement à travers cette œuvre primée. Dans son allocution, il a souligné : « c'est une victoire de Yasmina SELLAM, de l'ANEP, mais surtout de l'Algérie ».

Ce moment marquant a été applaudi par l'ensemble des convives, rendant hommage au parcours de madame Yasmina SELLAM et à son engagement à promouvoir l'art culinaire algérien à l'échelle internationale.



2

11.06 Tout le monde veut prendre sa place



11.55 Journal Météo climat  
12.00 Journal 13h00  
12.20 13h15, le dimanche  
13.50 C'est bon à savoir  
16.25 Vélo Club

## 17.40 Les enfants de la télé



Présenté par Laurence Boccolini

Laurence Boccolini revient pour une nouvelle saison qui promet d'être riche en surprises et casseroles. Chaque dimanche, des personnalités viendront autour de la table des enfants de la télé pour partager leurs souvenirs, leurs anecdotes et moments télévisuels les plus drôles et amusants.

19.00 Journal 20h00  
19.30 20h30 l'été  
20.06 Sur la route du Tour  
20.08 Les loges  
20.09 Oh ! Biz'Art

3

10.30 Expression directe  
11.00 Nous, les Européens  
11.30 ICI 12/13  
11.55 Tour de France - Etape 9 : partie 1  
14.05 Professeur T  
15.45 Le jeu des 1000 euros  
16.25 Slam  
17.05 Questions pour un champion  
17.55 Le journal des talents  
18.00 ICI 19/20 édition toutes régions  
18.55 Météo régionale

## 20.10 Alex Hugo



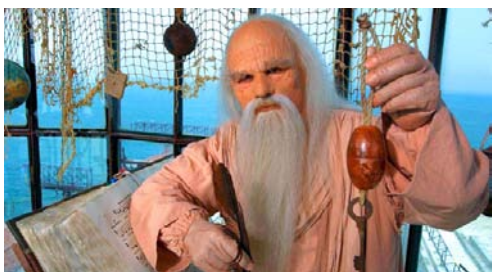
Série policière - France - 2020  
Saison 7 - Episode 1/4

Avec Samuel Le Bihan, Lionel Astier, Mikaël Fitoussi, Marilyne Canto  
Alors qu'il se promène en montagne, Alex parvient à empêcher Elise, une jeune fille, de se suicider. Il la ramène au poste et tente de la faire parler. Là, elle finit par reconnaître qu'elle a été agressée durant une soirée masquée. Elle ne sait pas à quoi ressemble son agresseur. Alex comprend que son agresseur a probablement mis de la drogue dans un de ses verres.

4

08.14 Les as de la jungle à la rescousse  
08.50 Bluey  
09.53 Idéfix et les Irréductibles  
10.45 Mission info  
10.51 Les métiers  
11.04 Les aventures du Chat Potté  
12.25 Un jour, une question  
13.37 Les as de la jungle à la rescousse

## 15.30 Fort Boyard



Présenté par Olivier Minne

La nouvelle saison bat son plein au Fort Boyard ! Sous l'oeil averti du Père Fouras, les candidats s'affrontent pour tenter de remporter le trésor. En lice ce soir pour récupérer un maximum de boyards.

17.45 Okoo-koo  
18.00 Basique, le concert  
19.00 Les estivales de Culturebox  
20.00 Un grand cri d'amour  
21.30 Le manteau de Janis

5

arte

TMC

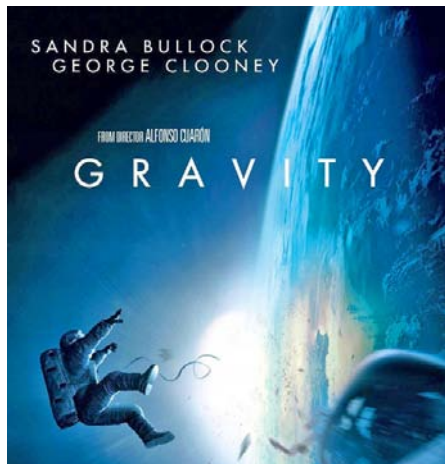
11.05 Des trains pas comme les autres  
12.00 Caméras espions au coeur des océans  
13.00 Pretty Yende au Festival de Glanum  
14.25 Le tour de France de Lucie  
15.53 Imprévus  
16.15 Apocalypse : la 2e Guerre mondiale  
17.15 Les trésors des abbayes et des cathédrales françaises  
19.00 Maisons et hôtels de légende  
19.55 Les 100 lieux qu'il faut voir  
21.40 Une maison, un artiste

08.55 Cuisines des terroirs  
09.20 Les parcs nationaux du Royaume-Uni  
16.00 Françoise Hardy : La discrète  
16.55 Louise Bourgeois, la sculpture et la colère  
17.55 Le violoncelle selon Gautier Capuçon  
18.45 Arte journal  
19.05 Vivien Leigh, autant en emporte le vent  
22.05 Nicole Kidman, les yeux grand ouverts

08.00 Le bétisier de l'été  
11.12 Petits plats en équilibre  
11.15 Animaux à adopter



18.40 Les mystères de l'amour  
19.50 Football : Coupe du monde des clubs de la FIFA  
22.10 90' Enquêtes



CANAL+ GRANDECRAN 20.04

### GRAVITY

Film de science-fiction -

Grande-Bretagne - Etats-Unis - 2013  
Avec Sandra Bullock, George Clooney

Une navette américaine effectue une mission dans l'espace pour réparer le télescope Hubble. À son bord, se trouvent le docteur Ryan Stone, pour sa première sortie en apesanteur, et l'astronaute Matt Kowalski. Suite à l'explosion d'un satellite russe, un nuage de débris percute l'engin. Terrifiée, Stone est éjectée dans le vide stellaire. Kowalski se propulse à sa rescousse et parvient finalement à la rattraper. Ils s'attachent l'un à l'autre et tentent de rejoindre la Station spatiale internationale. Mais il ne leur reste que peu d'oxygène...

CINE + FRISSE 19.50

### TOTAL RECALL : MÉMOIRES PROGRAMMÉES



Film de science-fiction - Etats-Unis - Canada - 2012

Avec Colin Farrell, Kate Beckinsale, Jessica Biel, Bryan Cranston  
Dans le futur, Doug ne se satisfait pas de sa vie d'ouvrier. Il rêve d'exploits héroïques, en compagnie d'une femme qu'il ne connaît pas. Il choisit donc d'utiliser les services de Rekall, une société qui implante de faux souvenirs dans le cerveau. Doug commande une mémoire d'agent secret. Mais l'opération tourne mal. La police arrive et tue les employés de Rekall. Doug fait soudain preuve de capacités étonnantes.

RTL9 19.55

### 13 MINUTES



Téléfilm d'action - Etats-Unis - Canada - 2021

Avec Trace Adkins, Thora Birch, Peter Facinelli, Anne Heche, Amy Smart  
Dans la petite ville de Minninnewah dans l'Oklahoma, les sirènes retentissent pour annoncer l'arrivée imminente d'une tornade phénoménale. Les habitants ont moins d'un quart d'heure pour trouver refuge dans les abris appropriés. Quatre familles sont ainsi contraintes de collaborer pour survivre tout en surmontant leurs différences et leurs préjugés.

# TÉLÉVISION

TF1

10.50 Les douze coups de midi



11.50 Petits plats en équilibre  
11.55 Météo  
12.00 JT 13h  
12.40 Grands reportages  
16.20 Sept à huit Life  
17.20 Sept à huit  
18.50 Petits plats en équilibre  
18.55 Météo  
19.00 JT 20h  
19.45 Météo

## 19.50 Coupe du monde des clubs de la FIFA



- Chelsea / Paris-SG

Le Paris-SG défie Chelsea, tombeur de Fluminense (2-0), pour un quintuplé qui serait historique pour le club francilien : Trophée des champions, championnat, Coupe de France, Ligue des champions. et désormais la Coupe du monde des clubs. Après avoir déroulé leur football tout en technique et en maîtrise, aussi bien en attaque qu'en défense durant la compétition, les hommes de Luis Enrique sont les grands favoris de cette finale, disputée sur la pelouse du MetLife Stadium.

6

## 20.10 Capital



09.25 Turbo  
11.30 Sport 6  
11.45 Le 12.45  
12.30 Un jour, un doc week-end  
16.45 66 minutes : grand format



18.40 Météo  
18.45 Le 19.45  
19.15 Sport 6  
19.30 En famille

Présenté par Julien Courbet

L'année dernière, les ventes d'AirFryer ont été multipliées par trois. Ce robot compact frit et dore presque tous les aliments sans matière grasse et en consommant moins d'électricité qu'un four traditionnel. Côté prix c'est le grand écart : de 40 à 230 euros. Que cachent ces différences ? Le robot ménager cuiseur Thermomix a, aujourd'hui, une place prépondérante dans les cuisines. Face à lui ou à son concurrent direct, le Cook Expert XL de Magimix, de nouveaux venus cassent les prix.

CANAL+

## 18.40 Prost



En 1990, Alain Prost rejoint l'écurie Ferrari. Son duel avec Ayrton Senna se poursuit tout au long de la saison pour s'achever sur un nouvel accrochage au grand prix du Japon. Le pilote Brésilien commet un accrochage provoquant l'abandon de Prost qui perd son titre au profit de son rival. En 1991, la monoplace de la Scuderia manque de fiabilité pour lutter avec les McLaren Racing et les Williams F1 Team. Prost est limogé de chez Ferrari en raison de ses nombreuses critiques sur la voiture.

PLANETE +

TFX

W9

08.13 American Pickers, la brocante made in USA  
11.16 Après le Mur : un nouveau monde en marche  
13.05 Girls Can't Surf : une révolution sur les vagues  
14.55 Ingénieurs de l'Antiquité  
16.43 Pompéi, la vie secrète des riches romains  
19.21 American Pickers, la brocante made in USA  
19.55 Ingénieurs de l'Antiquité  
21.46 Mystérieux objets

08.40 Cleaners les experts du ménage  
12.15 Friends



17.15 Ghosts : Fantômes à la maison  
18.37 Petits plats en équilibre  
18.40 Ghosts : Fantômes à la maison  
19.50 Le grand restaurant  
21.25 Hibernatus

08.10 Génération Hit machine  
09.05 HDM : L'hebdo de la musique



11.20 100% poker  
11.50 Scorpion  
15.30 Nos meilleures années  
20.05 Météo  
20.10 Astérix chez les Bretons  
21.15 Vaillante







**Plus de 1.300  
licenciements  
en cours au sein  
de la diplomatie  
américaine**



**L**a diplomatie américaine a commencé vendredi le licenciement de plus de 1.300 de ses employés, a indiqué à l'AFP un responsable du département d'Etat. Précisément 1.353 employés sont visés par cette vague de licenciements, la première d'envergure dans l'administration américaine depuis que la Cour suprême a ouvert la voie en début de semaine aux limogeages massifs de fonctionnaires fédéraux voulus par Donald Trump, selon cette source. «Nous nous opposons à cette décision avec la plus grande fermeté», a cinglé l'association des diplomates américains (AFSA) dans un communiqué, en la qualifiant de «coup catastrophique porté à nos intérêts nationaux».

«A une période de grande instabilité mondiale - avec la guerre qui fait rage en Ukraine, le conflit entre Israël et l'Iran, et les régimes autoritaires qui testent les limites de l'ordre international - les Etats-Unis ont choisi de désosser leur personnel diplomatique en première ligne», dénonce-t-elle. Le département d'Etat comptait près de 18.000 employés aux Etats-Unis en septembre 2024, et environ 80.000 en incluant son personnel en poste à l'étranger, selon des données de ses services.

# Le Quotidien

D'ORAN  
Edition Nationale d'Information

## Le Danemark refuse de soutenir un projet d'énergie renouvelable au Sahara occidental occupé



**L**e gouvernement danois a refusé de soutenir un projet au Sahara occidental occupé de la société «GreenGo Energy», spécialisée dans la production d'énergie renouvelable, révèle le journal d'investigation danois «Danwatch».

Sollicité par le P-DG de la société Anders Heine Jensen, pour des conseils sur ses activités dans le territoire occupé,

l'ambassadeur du Danemark au Maroc de l'époque, Jesper Kammersgaard avait «expliqué la position danoise (et celle de l'Union européenne) sur le conflit et transmis la résolution parlementaire» sur le Sahara occidental, indique ce journal. «Avec la résolution parlementaire, l'ambassadeur rappelle que le Parlement danois a convenu en 2016 que les entreprises danoises devaient + fai-

re preuve d'une prudence particulière+ lorsqu'elles s'engagent au Sahara occidental et veiller à ce que leurs activités commerciales soient conformes aux intérêts de la population locale», souligne le «Danwatch». L'année dernière, GreenGO a tenté sans succès de conclure un contrat controversé avec le gouvernement marocain pour un projet au Sahara occidental occupé.

## Accord entre partisans et opposants à l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie



**L**es forces politiques de Nouvelle-Calédonie, favorables et opposées à l'indépendance de ce territoire français du Pacifique Sud, sont parvenues samedi, après dix jours de concertation près de Paris, à un accord actant notamment un «Etat de Nouvelle-Calédonie» inscrit dans la Constitution. Ce «projet d'accord» doit encore être entériné dans l'archipel par les mandants des différentes délégations. Il a été signé par Manuel Valls, le ministre français des Outre-mer, et les 18 délégués représentant les forces politiques du Congrès de Nouvelle-Calédonie.

Selon une source loyaliste (non indépendantiste), le corps électoral local sera ouvert aux personnes résidant en Nouvelle-Calédonie depuis au moins dix ans à partir des élections provinciales de 2031. La réforme du corps électoral avait été à l'origine des émeutes meurtrières de mai 2024, qui ont fait 14 morts.

## EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

### SI LE GOLAN DEVAIT ÊTRE RACONTÉ

d'une préparation israélo-américaine à ce sujet à Washington au cours du voyage éclair du Premier ministre Netanyahu avec son homologue Donald Trump.

Le Golan a été choisi comme future réserve où sera parqué un peuple appelé à disparaître. En adéquation avec l'actuelle docilité du nouveau pouvoir syrien le choix apparemment finalisé n'a pas de quoi étonner. De forts indices démontrent que Damas est prête à se soumettre au dictat sioniste. Les différentes déclarations du nouvel homme fort syrien que le soutien de Washington avec des faveurs financières et la

suppression des sanctions a renforcé, une ligne droite pour les desideratas américano-israéliens était tracée.

La mise du costume-cravate du dirigeant syrien est un habillage au goût du jour pour que l'échine soit pliée, de même que l'adoucissement de son armée n'est pas anodin.

La stratégie semble en voie de parachèvement et il n'est pas écarté que les voix qui s'élèvent pour suggérer l'établissement de deux Etats ne supposent pas une non-adhésion à une configuration déjà formulée par le président américain. Dans le flou des vœux de responsables européens à ce sujet s'abrite une vague généralité n'écartant pas une prédisposition à adhérer à une stratégie occidentale planifiée.

## République dominicaine : quatre migrants morts, plusieurs disparus après un naufrage



**Q**uatre migrants sont morts et une vingtaine d'autres sont toujours portés disparus après le naufrage d'une embarcation au large des côtes de la République dominicaine dans les Caraïbes, ont annoncé vendredi les autorités, qui sont parvenues à secourir 17 personnes.

Le bateau transportait au moins 40 personnes, selon la défense civile dominicaine, et se dirigeait vers Porto Rico, un territoire des Etats-Unis situé à environ 130 km de la côte est de la République dominicaine. Selon la même source, quatre morts ont été retrouvés, «trois hommes et une femme», et un enfant compte parmi les survivants. La marine a indiqué avoir secouru 10 Dominicains et sept Haïtiens. Les bateaux appelés «yola», comme celui qui a connu une avarie, sont construits en bois ou en fibre de verre et ne respectent pas les normes de sécurité, selon les autorités.

Les migrants paient jusqu'à 7.000 dollars pour un aller simple vers Porto Rico depuis la République dominicaine, qui partage l'île d'Hispaniola avec Haïti, pays en proie à des gangs violents accusés de nombreuses exactions.

## L'Afrique enregistre plus de 4 200 décès dus au choléra et au mpox en 2025



**L**'Afrique a enregistré plus de 4 200 décès dus aux épidémies de choléra et de mpox dans différentes parties du continent en 2025, a déclaré le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique). Lors d'une conférence de presse en ligne jeudi soir, Yap Boum II, responsable adjoint des incidents pour le mpox au CDC Afrique, a déclaré que le choléra et le mpox constituent les principales épidémies jusqu'à présent en 2025, causant 4 275 décès depuis le début de l'année.

Les données de l'agence de santé spécialisée de l'Union africaine montrent que depuis le début de l'année, quelque 21 pays africains ont enregistré 176.136 cas suspects de choléra et 3 697 décès liés à cette maladie. Selon le CDC Afrique, quelque 23 pays africains ont également enregistré 79 024 cas de mpox et 578 décès liés à cette maladie depuis le début de l'année 2025.

**P**ar la bouche de son ministre de la Défense, Israël persiste et signe. Sa volonté de transférer plus de deux millions de Palestiniens hors de leur patrie n'est pas une idée en l'air et les négociations sur l'éventualité d'une trêve n'est qu'un feu de paille en attendant que le plan d'un transfert de plusieurs milliers d'humains, plusieurs fois annoncé soit appliqué.

Mieux, après avoir été victime d'un génocide non encore achevé, tout un peuple se verra transféré sur une réserve choisie avec interdiction d'en sortir et de se déplacer. Une répétition de l'histoire s'annonce pour reconfigurer le drame vécu par les Amérindiens.

Des indiscretions, pour le moins autorisées à être propagées, font état